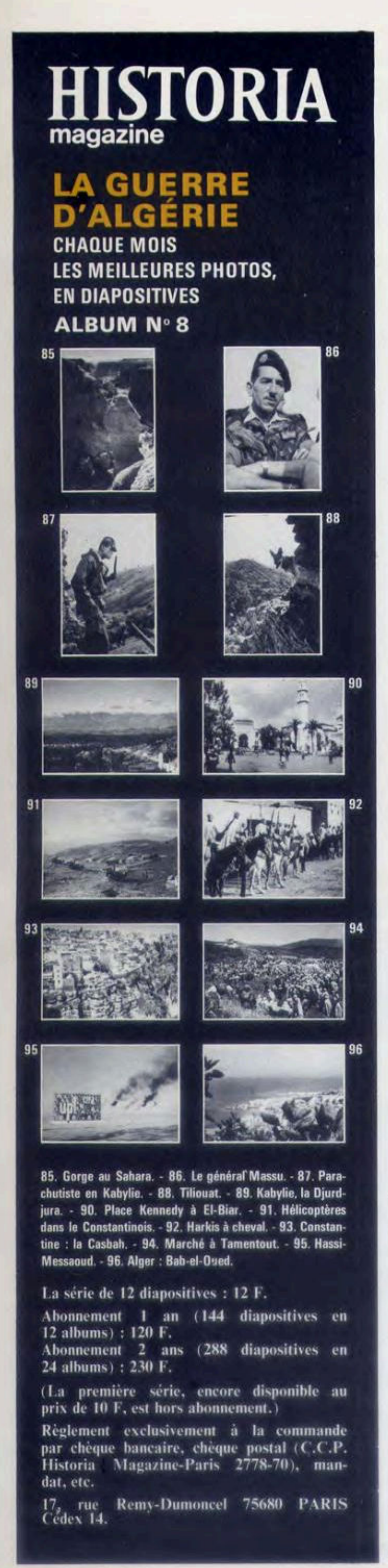
HISTORIA magazine
(81)
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 309 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



DE NOUVEAUX CHEFS POUR L'ALGÉRIE



Couverture : Photo G. Humeau



MAI 1960 : DES ANTILLES A MELUN

Jean FONTUGNE

De retour des Antilles, où il a reçu un accueil chaleureux, le général de Gaulle se retrouve face aux mêmes problèmes. Ce sont, d'abord, les difficultés algériennes, qui se multiplient en métropole avec, d'une part, la formation d'un mouvement d'opposition animé par J. Soustelle et, d'autre part, l'augmentation des attentats terroristes.

Le chef de l'État découvre également un Parlement agité par les discussions et les controverses constitutionnelles à propos du projet de loi sur la modification du titre XII de la Constitution relatif à la Communauté.

Enfin, des conflits sociaux, en particulier dans le secteur nationalisé, font peser des menaces de grève à la veille de la conférence au sommet qui se soldera finalement par un échec.

Contre toute attente, d'ailleurs, cette deuxième réunion internationale, depuis longtemps prévue pour le mois de mai 1960 à Paris, donne un répit au président de la République. Elle sera, en effet, animée par Khrouchtchev, qui ne semble être venu dans la capitale française que pour tenir le devant de la scène et humilier les États-Unis avec l'affaire de l'avion U-2 abattu par l'armée Rouge au-dessus du territoire de l'U.R.S.S. Le secrétaire général du parti communiste ne pourra d'ailleurs mener à son terme l'opération qu'il avait soigneusement montée car, dans le même temps, deux espions soviétiques sont arrêtés en Suisse !

En fin de mois, le général de Gaulle doit encore faire face au durcissement des syndicats qui, fréquemment, créent un front commun pour soutenir les revendications de leurs adhérents, alors qu'en Algérie se déroulent sans passion les élections cantonales.

Mais quel intérêt attache encore le chef de l'État à ces consultations ? C'est dans le plus grand secret qu'il a reçu des chefs militaires de l'A.L.N. C'est seul qu'il décidera de convoquer les chefs politiques du G.P.R.A. Ils se réuniront dans quelques semaines à Melun tandis que se poursuit l'instruction judiciaire concernant le complot du 24 janvier 1960.

J. F.

Sommaire n° 81 - Historia magazine n° 309

LE COUPERET TOMBE UNE NOUVELLE FOIS

E.C.P.A.

Le général Challe s'en va, conséquence probable des « barricades ». « Parce que je n'avais pas voulu faire tirer sur les Français, écrira-t-il plus tard, j'étais déjà, dans l'esprit du gouvernement, condamné à être muté. »

« SOCRATE VERT », c'est le nom de code du voyage que le général de Gaulle entreprend en Algérie le 3 mars 1960. Un voyage d'où sont écartées les grandes villes au profit des postes militaires du Constantinois. Pour le chef de l'État, dont les « bains de foule » d'Alger et de Mostaganem de 1958 ne sont plus qu'un souvenir, il s'agit, en effet, et de se rendre compte sur place de l'évolution de la situation militaire dans les zones les plus critiques, et de prendre le pouls de l'armée après la terrible secousse de la « semaine des barricades ».

Au cours de cette nouvelle « tournée des popotes », le général de Gaulle veut rassurer les cadres sur la justification de leur combat contre le F.L.N., chasser de leur esprit le doute, l'incertitude qui ne font que grandir depuis son discours du 16 septembre sur l'autodétermination.

Mais ce voyage marque aussi la fin du tandem Delouvrier-Challe. Le successeur de Salan, qui accompagne le président de la République avec le délégué général, sait désormais que sa mission en Algérie va prendre fin. Le général de Gaulle lui a confirmé laconiquement qu'il est appelé à remplacer le général Valmy au commandement « Centre-Europe » au S.H.A.P.E., à Fontainebleau. Pour Challe, c'est une double déception. D'une part, il ne s'attendait pas à un départ aussi rapide. D'autre part, c'est une promotion beaucoup plus flatteuse que de Gaulle lui avait laissé entrevoir ▶



Serge Berthoud

« jamais on ne fera passer une feuille de papier à cigarette entre Challe

Le commando Alcazar, dans lequel les quelque quatre cents hommes formant les troupes de choc de Pierre Lagaillarde seront versés selon l'accord pris avec Delouvrier.

Le commando devait combattre aux côtés de la légion étrangère. A peine le calme revenu dans Alger, les mutations et les sanctions avaient plu. Tandis que ses rares fidèles « crapahutaient » dans le djebel, Lagaillarde avait pris le chemin de la prison de la Santé.



Coll. privée



Coll. privée

En gare de Ménerville, les soldats du commando Alcazar sont chaleureusement accueillis par la population. Après la fusillade du 24 janvier, Challe, tout au long de la semaine, s'était efforcé de faire « pourrir » la volonté des assiégés des facultés et avait réussi à leur faire entendre raison sans qu'il fût nécessaire de tirer un coup de feu.

quelques mois plus tôt : l'état-major général des armées à la place du général Ély.

A l'évidence, sa mutation est la conséquence des barricades. Pourtant, que peut-on lui reprocher pendant cette semaine dramatique? D'avoir tardé à réduire le camp retranché de Lagaillarde et d'Ortiz? D'avoir hésité à employer la manière forte et brutale, comme certains membres du gouvernement de Michel Debré le souhaitaient ouvertement? De n'avoir pu empêcher, par son autorité de « patron », les régiments parachutistes de « flirter » ouvertement avec les insurgés? Dans cette affaire, le premier mérite de Challe a été justement d'éviter une nouvelle effusion de sang après la fusillade meurtrière du dimanche 24 janvier, le second, d'avoir maintenu miraculeusement l'unité de l'armée.

Dès lors, on peut comprendre l'amertume que ressent cet aviateur de cinquante-trois ans qui, dès son arrivée sur le sol algérien, quinze mois auparavant, a vite « pigé » le problème algérien dans son ensemble et qui a été pour Delouvrier un coéquipier si parfait que le délégué général a pu déclarer un jour : « Jamais on ne fera passer une feuille de papier à cigarette entre Challe et moi. Qu'on se le tienne pour dit ! »

Cette amertume, Challe s'efforce pourtant de la dissimuler derrière un sourire durant toute la tournée du chef de l'État. Il lui arrive même de manifester de la bonne humeur, ce qui étonne ses proches, qui trouvent qu'il a rajeuni de dix ans. Il est vrai que de Gaulle est très amical avec lui et se montre très satisfait des résultats obtenus sur le plan militaire. Paul Delouvrier a droit, lui aussi, à des propos amicaux. Cette cordialité un peu bourrue du président de la République le rassure sur son sort. Il sait, en effet, qu'au mois de février sa « tête » a été demandée au premier ministre. Certains ministres ont estimé ridicule l'appel que le délégué général a lancé aux insurgés d'une voix pathétique qui a fait pleurer plus d'une Algéroise dont le fils, le frère ou l'époux se trouvait de l'autre côté des barricades. Loin de la poudrière d'Alger, dans le confort feutré des salons et des cabinets ministériels, le ton et la forme de ce discours ont dérouté, c'est le moins qu'on puisse dire...

Un livre en un seul exemplaire

Lorsque le chef de l'État regagne Paris, Challe songe avec tristesse aux jours qu'il lui reste à passer sur la terre algérienne. Sans doute enrage-t-il d'être obligé de partir avant d'avoir achevé la pacification et d'avoir vaincu militairement le F.L.N. C'est une tâche à laquelle il s'est donné entièrement, convaincu qu'il reste que la solution ne peut intervenir qu'avec une victoire de nos armes.

Sous son impulsion, en quinze mois, l'armée a obtenu d'excellents résultats. Dans bien des secteurs « pourris », il a su reprendre l'offensive en tirant les unités de la paralysie où les avait plongées un quadrillage trop « statique ». Dès son arrivée, son premier soin a été de supprimer les zones interdites qui servaient, en fait, de zones refuges aux rebelles contrairement à ce qu'on attendait d'elles. Avant sa nomination, il a pu se « promener » pendant près de deux mois en Algérie. Il a retiré de cette tournée un certain nombre d'enseignements sur la manière de conduire cette guerre pas comme les autres. D'où la naissance d'un plan précis qu'il a su imposer et réaliser en dépit des réticences du début. Car l'armée de terre, qui fournit le plus gros des effectifs, n'a pas vu d'un très bon œil un aviateur investi du commandement en chef.

Massif, placide, une pipe éternellement serrée entre ses dents, Challe a

Nato-photo




Le général Challe dans son bureau du P.C. Rignot : « Je sentais la paix très proche au bout de nos efforts, c'est pourquoi ma peine de partir était grande. » Fontainebleau sera pour lui une « niche dorée ».

Coll. particulière

commencé par rassurer avant de conquérir tous les officiers par sa clairvoyance, son dynamisme et sa foi. Son humilité aussi. Il a toujours estimé qu'il était injuste d'associer son nom au plan de pacification parce que les grandes lignes avaient été, en fait, élaborées par le général Salan et son adjoint, le général Dulac. Pour sa part, il a généralisé l'expérience de pacification réussie au Dahra, en Oranie (quatre-vingts douars ralliés en août 1958 et organisés en autodéfense avec mechtas fortifiées), ce qui lui a permis d'utiliser à plein les effectifs rendus disponibles. Il a créé les fameuses réserves générales qui, avec les troupes de secteur, mèneront les grandes opérations de l'Ouarsenis, de l'Algérois et de Kabylie.

Parallèlement à cette action purement militaire, Challe a entrepris de gagner la population musulmane. Dans sa première directive, il a nettement affirmé :

« Notre but, je tiens à le rappeler, est de ramener la totalité de la population sous notre contrôle. La destruction de l'O.P.A. (1) va de pair avec la destruction des bandes rebelles, celles-ci vivant grâce à celle-là et réciproquement. Mais détruire les bandes rebelles et déraciner l'O.P.A. ce n'est pas suffisant pour achever la pacification, il convient encore d'obtenir l'adhésion et la collaboration de la masse musulmane et de mettre en place une infrastructure politico-administrative autochtone, ayant la confiance des populations et favorable à la France. L'utilisation des F.S.N.A. (2) est d'abord un impératif moral. Nous ne pacifierons pas l'Algérie sans les Algériens. C'est ensuite une garantie d'efficacité. Le F.S.N.A. est le meilleur chasseur de fellaghas. Les faits de pacification seront récompensés au même titre que les faits purement militaires car j'attribue autant de valeur aux uns qu'aux autres. »

(1) Organisation politico-administrative.
(2) Français de souche nord-africaine.


Organisme de défense de l'O.T.A.N. Alors qu'il avait été convenu que Challe, vers le 14 juillet 1960, remplacerait le général Ély comme chef d'état-major général de la défense nationale, il fut muté, fin mars, sans avoir pu finir les opérations en cours en Algérie, au poste de commandant en chef des forces alliées de Centre-Europe.

La preuve la plus éclatante que le général Challe s'est, comme beaucoup d'autres avant lui, passionné pour l'Algérie et ses habitants tient dans le choix du souvenir qu'il emportera d'Alger. Comme le colonel Georges de Boissieu, son chef d'état-major au quartier Rignot, lui demandait quel cadeau il aimerait recevoir de ses collaborateurs avant son départ, il répondit : « J'aimerais beaucoup que vous m'offriez un livre fait avec mes directives. »

Imprimé en un seul exemplaire, ce livre lui sera remis au cours d'une cérémonie intime. Tous les officiers présents seront frappés par l'émotion de leur chef au moment où il le recevra des mains du colonel de Boissieu. A travers les directives de Challe c'est toute son action qui est retracée. C'est aussi une sorte de testament qui s'ouvre sur ce bref extrait de *Vers l'armée de métier*, de Charles de Gaulle : « La guerre constitue peut-être, dans l'activité générale, un inéluctable élément comme la naissance et comme la mort. Il se peut qu'elle soit l'ébranlement nécessaire aux chutes et au renouveau. »

Et dans une de ses directives, exposant le caractère de la lutte idéologique menée contre la France, le général Maurice Challe a écrit, « à la lumière de la somme des expériences acquises par ceux qui sont dans l'action, rendue cohérente par le choix d'une ligne commune » :

« ... Dans la forme de la guerre révolutionnaire, ne gagnent que les chefs révolutionnaires. Ayant une solide connaissance de l'adversaire, ceux-ci ont le devoir d'y riposter hardiment en se dépassant chaque jour. Face à un adversaire qui ne s'arrête jamais, le chef moderne doit être sans cesse en mouvement vers l'avant. Dans une fièvre permanente, la victoire est sans cesse remise en question. Elle ne sera acquise que lorsque l'humanité aura préféré notre civilisation à celle de l'adversaire.

Le « jouet » de mort

» Nous en sommes parvenus au point où certains doutent que nous soyons ici pour lutter pour l'Algérie française. Ils sont assurément dans l'erreur. Nous en sommes parvenus au point où certains pensent qu'un cessez-le-feu marquerait la fin de notre action alors qu'il ne serait que la marque de notre succès, mais aussi le début de la mission la plus délicate qui puisse être confiée à une armée : gagner la paix que nous avons perdue en 1918, puis en 1945. »

Et le général Challe de conclure sur le rôle de l'armée en Algérie tel qu'il le conçoit :

« Convaincre les élites européennes

pour succéder à Challe sera choisi celui que le général Massu appelai

Brezenec

Ci-dessus : **les monts de Dahra, en Oranie, où quatre-vingts douars se sont ralliés à la France en août 1958.**
Ci-dessous : **le général Challe au cours de l'opération « Étincelle » en juillet 1959 dans les monts du Hodna.**



Serge Berthoud

et musulmanes de participer sincèrement et activement à notre tâche malgré le fossé de méfiance et d'incompréhension que les rebelles s'efforcent de creuser entre les communautés; transformer en partisans les populations libérées de la contrainte rebelle; attaquer le moral de l'adversaire pour en obtenir la cessation des combats, puis l'éduquer pour hâter son retour dans la société; ramener la paix dans les corps, les cœurs et les esprits, grâce à la fraternisation des diverses communautés qui peuplent l'Algérie; aider ces communautés à édifier seules et ensemble une Algérie française moderne, humaine. »

Pour cette Algérie-là, en avril 1961, Challe n'hésitera pas à franchir le Rubicon. Sacrifiant sa carrière de soldat, il reviendra à Alger prendre la tête du « quarteron de généraux » en rébellion ouverte contre Paris. C'est à l'occasion de cette autre épreuve que fut le putsch que les Européens découvriront son attachement à leur terre natale, sa sincérité et son loyalisme, ainsi que son courage et son respect de la parole donnée.

Mais lorsque Maurice Challe quitte Alger, en mars 1960, il est loin d'être aussi populaire que Massu et Bigeard. Jusqu'au 13 mai 1958, Salan glaçait les Algérois par son impassibilité, son décorum. Challe, lui, n'a rien fait pour se rapprocher des civils. Estimant que ce n'était pas son rôle, il s'est cantonné strictement dans la lutte contre la rébellion. Les Algérois n'ignorent pas, pourtant, que, sous son commandement, l'armée a mené la vie dure au F.L.N. là où il croyait pouvoir régner en maître.

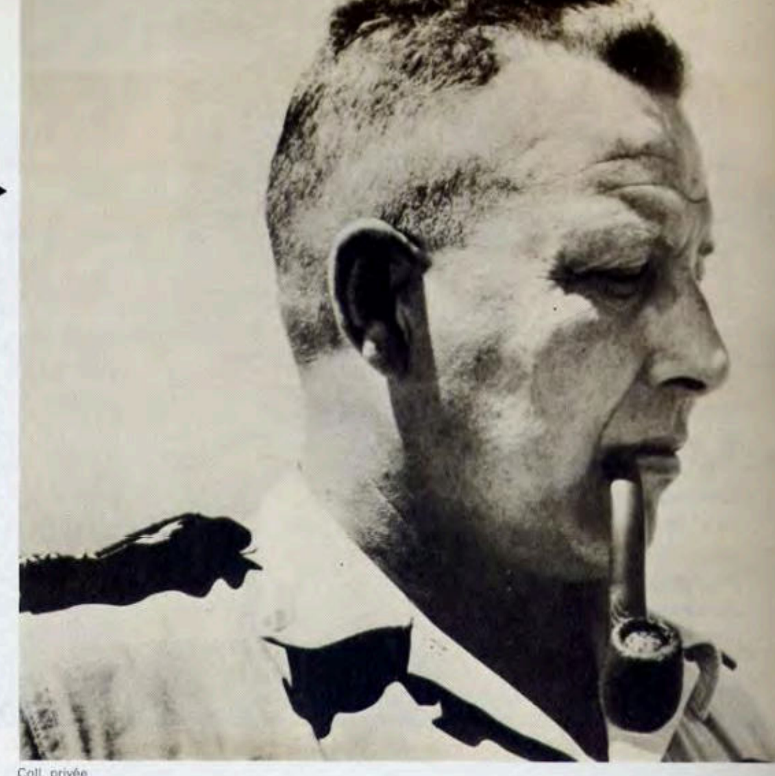
Pour le remplacer, on a choisi le type même du militaire conventionnel, de l'officier supérieur service-service : le général Crépin, qui avait succédé au général Massu à la tête du corps d'armée d'Alger. Crépin, Massu l'appelait familièrement Dudule à la 2ᵉ D.B. où il

amilièrement "dudule" à la 2e D.B.

commandait l'artillerie. Ce polytechnicien de cinquante-deux ans, distant et réservé, le képi bien enfoncé sur le crâne, a été le plus jeune général de France. A la Direction de l'armement, où il a fait une partie de sa carrière, il a collaboré à la mise au point du SS-10, un étonnant « jouet » de mort, un obus qui s'envole et qu'on dirige d'une voiture au bout d'une ficelle jusqu'à l'objectif qu'il pulvérise.

Compagnon de la Libération, le général Crépin est un gaulliste bien décidé à le rester. Son attachement à l'« Homme du 18-Juin » l'a du reste placé dans une situation difficile pendant la « semaine des barricades ». A la caserne Pélissier, siège du corps d'armée, les officiers cessaient de parler quand il pénétrait dans leur bureau. Peu rassuré, il a fait venir des tirailleurs sénégalais pour garder l'immeuble. Placé par ses fonctions au cœur de la crise, il est sorti de l'isolement et de sa solitude pour jouer un rôle éphémère mais capital pour la suite des événements.

Le 23 avril, Debré ▶ vint remettre à Challe la grand-croix de la Légion d'honneur et la croix de la valeur militaire. Challe refusa les décorations. « Qu'on me comprenne bien, expliquera-t-il, si j'ai refusé ces décorations, ce ne fut pas par dédain pour elles... Mais puisqu'on ne voulait pas me laisser terminer la guerre d'Algérie et la gagner, je m'étais mis dans la tête d'être le premier général qui reviendrait d'Algérie sans une décoration de plus. »



Coll. privée

Le clan des théoriciens

En effet, c'est lui que de Gaulle a convoqué à l'Élysée pour avoir une idée précise de ce qui se passait réellement à Alger. Dans l'avion militaire qui l'emmenait à Paris, il a noirci quinze feuillets pour dresser un tableau de la situation. En présence du chef de l'État, il a commencé son rapport par ce préambule qui témoigne de son sens de la discipline, de son loyalisme et de son attachement à la légalité :

« Si vous m'ordonnez d'employer la force et de tirer, mon général, j'obéirai. Je prendrai une mitraillette à mon râtelier d'armes personnel et j'irai seul aux barricades. Je crierai « Vive de Gaulle ! » et je tirerai. Je ne crierai sans doute pas longtemps avant d'être abattu. »

Puis Crépin, que l'on ne peut ranger ni dans la catégorie des officiers « contaminés » par la politique ni dans le clan des théoriciens de la guerre subversive, a décrit la situation en insistant sur les graves dangers d'une épreuve de force.

« L'armée, a-t-il déclaré notamment, est loyale au gouvernement mais elle ne peut entreprendre une action offensive contre les Français d'Algérie. Il faut laisser les responsables civils et militaires trouver eux-mêmes les moyens de liquider le camp retranché. Il faudrait aussi donner à cette armée les assurances nécessaires pour qu'elle ait le sentiment qu'elle ne se fait pas tuer pour rien. »

L'exposé de Crépin donnera au chef de l'État un autre éclairage des événements d'Alger et lui fera mieux comprendre que ce ne sont pas quelques officiers factieux qui s'opposent au rétablissement de l'ordre mais que toute la population européenne est en complète communion avec les insurgés retranchés derrière les barricades.

De retour à Alger, le commandant du corps d'armée aura un vif incident avec le délégué général. Le dimanche 31 janvier, apprenant que les barrages militaires viennent d'être enfoncés par la foule venue soutenir les insurgés et que ces derniers n'acceptent toujours pas de capituler, Paul Delouvrier lui a donné l'ordre impératif de déblayer le camp retranché par tous les moyens, en tirant s'il le faut. Crépin, qui n'échappe pas à la crise de conscience de tous les militaires en ces jours critiques, s'est fait confirmer l'ordre par l'Élysée. Delouvrier n'a pas accepté ce manquement à la hiérarchie et il a même menacé de faire relever Crépin de son poste.



Camus/Paris-Match



Le général Crépin : « service-service » et bon gaulliste.

Au printemps de 1960, prendre la succession de l'aviateur Challe au commandement de l'armée en Algérie est une très lourde tâche. Le sentiment qui prévaut un peu partout est que le général Crépin, gaulliste de vieille date, n'est qu'un homme de transition. Si, au dernier moment, de Gaulle l'a préféré au général Gambiez, c'est sans doute pour être sûr d'être obéi à la minute. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que les Européens, toujours prompts à jauger et à juger, parfois plus subjectivement qu'objectivement, une situation ou un homme trouvent le nouveau « patron » de l'armée antipathique avec sa masse taillée dans un bloc de granit, son képi enfoncé jusqu'aux oreilles et son air perpétuellement renfrogné. Il leur rappelle trop les généraux conventionnels, engoncés dans leur uniforme, leur cérémonial et leurs traditions. Une image qui n'a pas cours dans une guerre subversive...

Honnêtement, consciencieusement, Crépin s'efforcera de continuer le plan Challe et lancera les opérations prévues par son prédécesseur dans l'Aurès. Mais à l'échelon des jeunes capitaines et lieutenants, le cœur n'y sera plus. D'autre part, les mutations consécutives aux barricades le priveront d'éléments de valeur. Enfin, le quadrillage civil de l'Algérie par le biais de la Fédération des U.T. et des milices d'autodéfense sera un projet mort-né en raison de l'attitude adoptée au mois de janvier par les territoriaux.

Maintenant que le chef de l'État a donné la preuve qu'il ne céderait jamais, tout indique que l'on s'achemine lentement mais sûrement vers le commencement de la fin... H

Francis ATTARD

CHALLE : BILAN D'UNE MISSION

BIEN que l'A.L.N. eût essuyé en 1958 des pertes sévères : 38 000 hommes hors de combat (30 700 tués, 7 300 prisonniers), elle est cependant passée, à l'intérieur de l'Algérie, de 38 500 hommes au 1er janvier 1957, à 45 200 hommes au 31 décembre 1958, compte non tenu des membres des organisations politico-administratives.

Diverses sources de renseignements — déclarations de prisonniers ou de ralliés, documents et surtout écoutes radio — ont permis d'établir l'ordre de bataille détaillé de l'A.L.N., personnel et armement.

Force a été de constater que, sauf en qualité, les effectifs de la rébellion se renouvelaient assez aisément.

En janvier 1957, on attribuait à l'A.L.N. 12 500 armes de guerre et 42 000 armes de complément. Elle disposait, deux ans plus tard, fin 1958, de 13 000 armes de guerre dont 730 armes collectives, et de 27 000 armes de complément. Les barrages aux frontières ne jouent leur rôle d'obstacle que depuis le premier trimestre de 1958.

Les méfaits de toute nature commis par la rébellion sont passés de 30 450 en 1956 à 24 900 en 1957 et à 19 200 en 1958. On constate donc une sérieuse régression.

Fin 1958, le général Salan disposait de 426 000 hommes, dont 398 000 pour l'armée de terre. Tant dans les unités régulières que dans les formations supplétives, les musulmans sont passés de 38 000 en janvier 1957 à 103 000 en décembre 1958.

Tel est l'héritage militaire que reçoit Challe. On ne peut évidemment le dissocier du contexte politique.

Alger, sa banlieue et la Mitidja, pierre de touche, à tort ou à raison, du climat psychologique de l'Algérie, ont retrouvé une tranquillité qu'on n'espérait plus.

L'Algérie a fourni un *oui* « franc et massif » au référendum du 28 septembre 1958 et les élections législatives ont porté au Parlement des élus, musulmans et Européens, résolument intégrationnistes.

Mais, soufflant sur les lampions du 13 Mai, le gouvernement n'a pas su exploiter l'enthousiasme de la fraternisation franco-musulmane...

A l'extérieur, l'audience du F.L.N. dans l'opinion internationale, a marqué une pause, sans plus.

Seize mois plus tard, malgré d'incontestables succès militaires et une indéniable amélioration de la sécurité générale, Challe est emporté dans les remous des barricades.

L'armée s'en indigne. Modérément. L' « autodétermination » du 16 septembre 1959 et l' « Algérie algérienne » du 5 mars 1960 ont un peu épuisé ses facultés d'étonnement...

Certains esprits insinuaient en 1958 que le choix de ce général, inconnu de l'armée de terre, qui n'avait pas goûté au philtre maléfique de la guerre révolutionnaire d'Indochine, portait le secret espoir du général de Gaulle d'un échec militaire qui aurait justifié une négociation politique préparant l'abandon... Et ces mêmes esprits chagrins d'imaginer aujourd'hui que Challe est limogé pour avoir trop bien réussi !...

Si le plan marque un ralentissement au début de 1960, jusqu'au départ de Challe, c'est beaucoup plus en raison des rigueurs de l'hiver, toujours rude dans le Constantinois où il se poursuit au gré des conditions climatiques, que des séquelles des barricades.

Voici, au 1er mai 1960, le bilan du « plan Challe » (décembre 1958-mars 1960) :



G. Plasaules

PERSONNEL

Année	Total hors de combat	Tués	Prisonniers
1958 (rappel)	38 000	30 700	7 300
1959	37 600	26 800	10 800
1960 (quatre premiers mois)	10 400	7 100	3 300

ARMEMENT

Année	Total	Armes collect.	Armes de guerre	Armes de compl. (1)
1958 (rappel)	19 000			
1959	20 718	418	7 800	12 500
1960 (quatre premiers mois)	5 080	80	2 500	2 500

(1) Pistolets, revolvers, fusils de chasse.



Revue navale à Oran. Un déploiement de forces qui montre la puissance militaire de la France. Mais qui coûte cher au contribuable. Debré le laissera clairement entendre à Challe. Pour 1959 : 15,9 milliards de NF...

Mafart



Ci-contre : **Draria, un charmant village.** *Ci-dessous :* **Alger la Blanche. L'armée française, engagée dans sa quasi-totalité en Algérie, a remporté d'indéniables succès – succès militaires proprement dits, mais aussi succès de pénétration pacifique – et elle a contraint l'ennemi à renoncer aux opérations d'envergure. Dans les grandes villes comme dans certaines campagnes, la paix règne... apparemment. En réalité, la guérilla continue et les attentats terroristes demeurent assez fréquents.**

Camus/Paris-Match

En personnel, ces pertes sont sensiblement égales à celles de 1958; cependant, la proportion de prisonniers a augmenté, indice d'une altération de la combativité des rebelles : 19,2 % en 1958, 28,7 % en 1959, 31,7 % pour le début de 1960.

Mais le recrutement ne pose toujours pas de problème insurmontable : les libérations intervenues en 1959, pour « détendre le climat », ont permis à de nombreux prisonniers, libérés, de rejoindre l'A.L.N. (50 % des élargis).

Pour les cadres, en revanche, le problème est grave.

En 1959, l'A.L.N. a perdu :
16 cadres de wilaya, dont 9 tués, 7 prisonniers;
54 cadres de mintaka, dont 33 tués, 20 prisonniers, 1 rallié;
162 cadres de nahia, dont 95 tués, 33 prisonniers, 4 ralliés;
40 cadres de katiba (compagnie), dont 27 tués, 9 prisonniers, 4 ralliés.

40 % des cadres perdus par le F.L.N. se sont ralliés ou ont été capturés.

Ces pertes ont affecté :
20 % de l'encadrement de la wilaya 1 : Aurès;
2 % de l'encadrement de la wilaya 2 : Nord constantinois;
54 % de l'encadrement de la wilaya 3 : Kabylie;
37 % de l'encadrement de la wilaya 4 : Algérois;
70 % de l'encadrement de la wilaya 5 : Oranie;
24 % de l'encadrement de la wilaya 6 : hauts plateaux-Sahara.

Au moment où Challe quitte son commandement, l'A.L.N. de l'intérieur en dispose plus que de 8 000 combattants, répartis entre 67 katibas (contre 127 au ▶



Au cours d'une fouille, arrestation de suspects. Dans une guerre révolutionnaire, tout civil peut être un combattant.



Rassemblement de prisonniers. Par eux, l'armée apprendra à quel point le moral est mauvais dans les katibas.

début de 1958) et une centaine de groupes — de 15 à 25 hommes — rescapés des unités étrillées, et de 14 000 *moussbilin* auxiliaires. En seize mois, la rébellion a perdu 52 % de ses maquisards...

Les maquis sont en cours de réorganisation; ils cherchent à reprendre leur équilibre dans le cadre des wilayas et un nouveau style de combat : le retour à des opérations de petite guérilla en évitant le contact avec les forces de l'ordre.

En armement, le potentiel de l'intérieur s'est amenuisé sérieusement. Certes, des convois de ravitaillement, légers pour ne pas attirer l'attention, parviennent parfois à contourner les dispositifs frontaliers en empruntant les pistes présahariennes, d'autres réussissent à s'infiltrer au cours de tentatives — coûteuses — de franchissement des barrages; mais, dans l'ensemble, les réseaux constituent à présent un obstacle redouté des *djounoud*.

Les 13 000 armes de guerre de fin 1958 sont passées à 8 800 au 1er janvier 1960

et à 7 800 le 1er mai de cette même année. La rébellion, en seize mois, a perdu 45 % de son armement de guerre. Faute de munitions, beaucoup des 450 armes collectives encore détenues par les maquis, ont été retirées du service et les ferkas (sections) ne possèdent plus chacune qu'un fusil mitrailleur ou qu'une mitrailleuse.

A la même date, les *moussbilin* disposent d'environ 12 000 armes de complément.

Le réseau radio des wilayas et des mintakas est démantelé. Les postes expédiés par l'état-major de l'A.L.N. ont été saisis au cours de leur acheminement ou après repérage par radiogoniométrie. Nous tolérons les quatre ou cinq postes encore en service : ils fournissent à nos décrypteurs des informations précieuses, avec une rapidité et une précision qu'on ne peut espérer des autres sources de renseignements.

Comme en 1958, le nombre des déserteurs et celui des ralliés s'équilibrent.

Année	Déserteurs	Ralliés
1958	872	899
1959	1 191	1 184

(Il n'est tenu compte que des ralliés *avec armes*.)

Bien que des éléments réguliers participent, depuis la mi-1959, aux activités des *fidayin*, le terrorisme régresse. Mais le nombre des victimes civiles reste élevé : 2 200 musulmans et Européens (1) en 1959 (2 700 en 1958). La population civile paye toujours un lourd tribut à la rébellion.

En 1959, nous avons perdu au combat 2 200 hommes, dont 30 % de musulmans, et 1 020 armes de guerre.

Ces succès militaires, Challe les doit à la poursuite énergique de son plan.

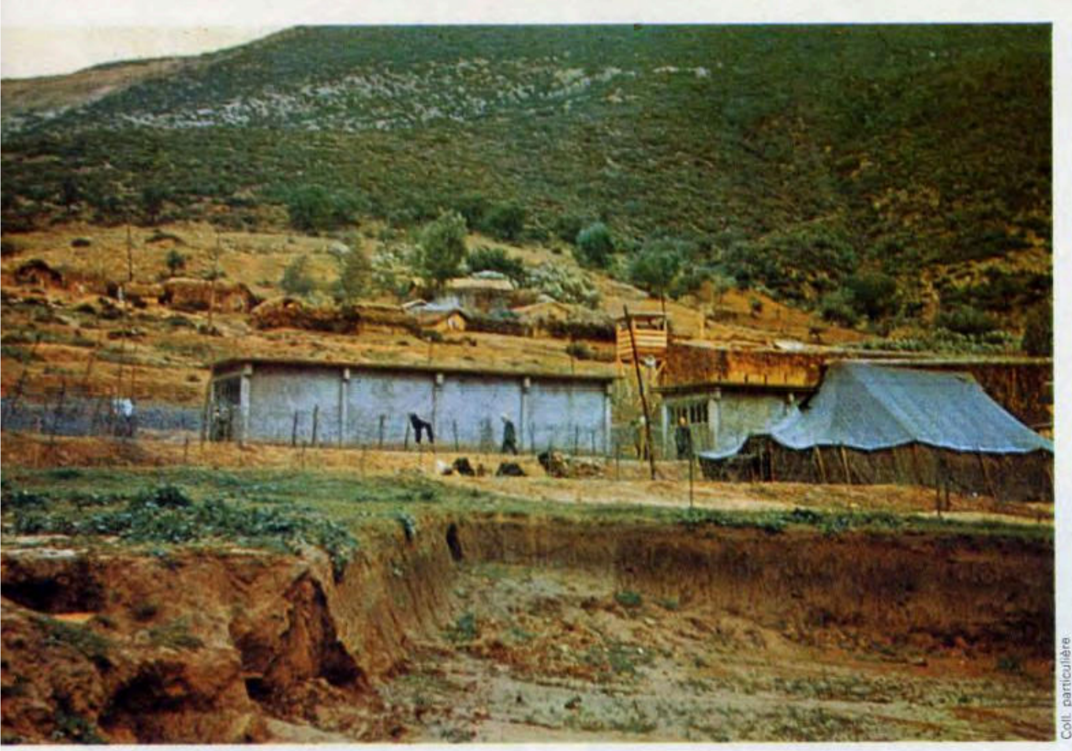
Il a secoué l'immobilisme, inévitable rançon du dispositif mis en place par ses prédécesseurs à une époque où primait la sécurité des personnes et des biens et où les renforts réclamés à la métropole parvenaient toujours avec un temps de retard.

Les réserves générales, chargées du coup de pied dans la termitière, comptent aujourd'hui 33 000 hommes (au lieu de 10 000 en 1958) : les 10e et 25e divisions aéroportées et la 11e division d'intervention comprenant 5 régiments, dont 3 de légion, un bataillon de fusiliers marins, les commandos de l'air et un groupement de commandos aéroportés.

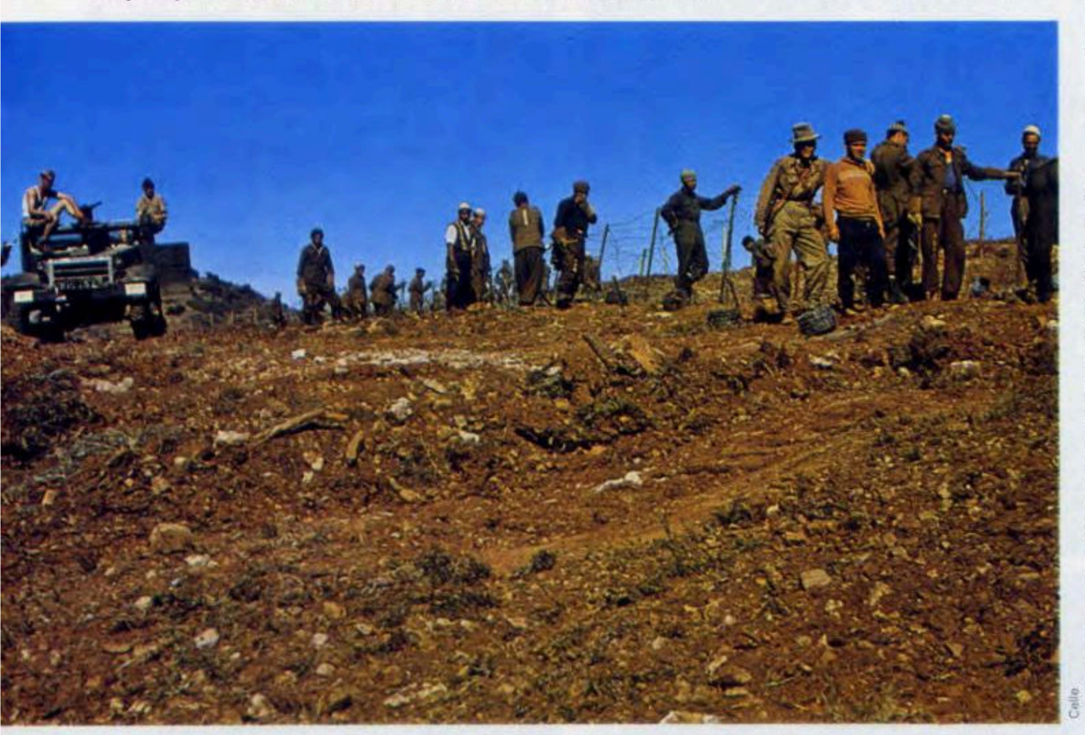
La 7e division mécanisée rapide a quitté les délices des cantonnements de la Mitidja pour une mission plus conforme à sa vocation : patrouiller sur le barrage de l'est.

Le chiffre des musulmans servant dans

(1) Dans la proportion de quatorze musulmans pour un Européen.


Coll. particulière

Camp de prisonniers de Marceau. En seize mois, l'Armée de libération nationale a perdu 52 % de ses hommes.


Cellie

Des prisonniers réparent un barrage de barbelés. Parfois, ils reprendront les armes aux côtés des Français...

les forces de l'ordre à des titres divers s'élève à 170 000.

122 commandos de chasse, avec 50 % de harkis, portent l'insécurité dans les djebels accueillants, jusque-là, aux hors-la-loi.

Les moyens aériens se sont adaptés. La manœuvre combinée d'enveloppement vertical par héliportage s'est généralisée.

Au fur et à mesure que les opérations les assainissent, les secteurs se transforment en zones de pacification où l'armature militaire prend une forme et une allure nouvelles.

Avril 1960 : l'Oranie a atteint un stade de pacification avancé, l'Algérois aussi, malgré quelques ombres; on aborde le Constantinois.

Il n'y a pas que les chiffres qui soient éloquents. La rébellion a subi des coups si sévères que ses chefs s'interrogent.

L' « affaire Si Salah » a révélé le pessimisme qui régnait alors au sein de la plupart des wilayas. Malgré tout, le fellagha de base, malgré les pertes et la précarité croissante de sa vie quotidienne, reste un redoutable combattant.

A l'extérieur, les déboires du F.L.N. sont du domaine du passé.

L'exécution des colonels comploteurs pronassériens Lamouri Nouaoura et Laskri Amara et de leurs complices a mis un terme aux querelles intestines. La dissidence du capitaine Zoubir au Maroc a été réglée par l'armée royale marocaine.

Le temps est passé où, au Kef et à Ghardimaou, les *djounoud* accueillaient Krim Belkacem aux cris de « Vive de Gaulle! Vive la paix! ».

Après des heurts parfois sanglants, les relations de l'A.L.N. avec les autorités tunisiennes et marocaines se sont normalisées.

Le « corps de bataille » des frontières compte aujourd'hui :

1) en Tunisie : 15 000 hommes, articulés en 19 bataillons, disposant de 34 000 armes modernes (sans compter les réserves des dépôts de Libye);

2) au Maroc : 6 500 hommes (5 bataillons et 11 compagnies) très bien armés également.

De l'O.N.U. aux écoutes de "Magenta"

Cependant, l' « offensive Didouche » sur le barrage est, en septembre-octobre, n'a été qu'une série de démonstrations sans portée; l' « offensive Amirouche », en décembre, s'est soldée par un échec sanglant et Boumediene, en avril, vient de différer une « offensive » qui n'avait pas du tout la faveur des *djounoud*. Le nouvel homme fort de l'A.L.N., avant de devenir celui du F.L.N., semble, au vrai, peu désireux de hasarder, dans des opérations coûteuses sur les barrages, le « corps de bataille » qu'il est en train de forger dans les sanctuaires tunisiens et marocains et ce, malgré les appels angoissés des wilayas.

Le G.P.R.A. poursuit avec acharnement le programme de lutte diplomatique mis au point dans une session secrète tenue au Caire en janvier 1959 :

- Élargissement de l'audience internationale;
- Chantage sur les puissances occidentales en les menaçant de faire appel au monde communiste (ce qui est déjà, d'ailleurs, une réalité : presque tout l'armement du F.L.N. vient aujourd'hui de l'Est);
- Pression accrue sur le Maroc et la Tunisie pour les faire entrer dans la guerre;
- Participation au plus grand nombre possible de manifestations internationales.

Après onze états, le Liban, la Guinée et le Ghana ont officiellement reconnu le G.P.R.A.; de fait, les représentants de

l'armée sait bien que la guerre "révolutionnaire" n'est pas seulemen

celui-ci sont accrédités à peu près partout, en Allemagne de l'Est, en Inde, où l'État les a inscrits à son budget, en Espagne... Yazid et Chanderli (ex-Jean Derly) sont à l'aise dans les couloirs de l'O.N.U. Ils sont d'ailleurs, pour la régularité des choses, dotés de passeports diplomatiques prélevés, avec l'accord du Quai d'Orsay, sur le contingent réservé à la France.

Bien que la Croix-Rouge internationale n'ait jamais pu obtenir l'autorisation de visiter les camps des prisonniers détenus par le F.L.N., elle n'en a pas moins reconnu le Croissant-Rouge algérien, surtout organisme de ravitaillement de l'A.L.N., comme le prouvent les couvertures, vêtements, médicaments, vivres, saisis sur les prisonniers.

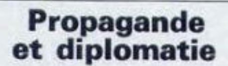
A la conférence de Monrovia, en août, Boussouf obtient l'appui des peuples noirs. En décembre 1959, le colonel Ramanantsoa, le futur chef de l'État malgache, me déclare : « La propagande du F.L.N. trouve auprès des peuples noirs une audience considérable. Il leur dit : notre combat est votre combat; profitez des difficultés de la France en Algérie pour vous soulever et pour rompre avec la Communauté française. »

La motion afro-asiatique condamnant la France, présentée en décembre 1959 à l'O.N.U., a été rejetée, mais les débats ont mis en lumière les hésitations de nos amis et alliés...

Le G.P.R.A. tient la vedette au Congrès des peuples africains, réuni à Tunis du 25 au 31 janvier 1960.

Pour peser sur l'opinion occidentale, le G.P.R.A., à Tripoli, en avril 1960, se déclare prêt à recevoir l'aide de volontaires étrangers, « sans aucune distinction de nationalité ». Il noue avec ostentation des liens avec la Chine.

Au début de 1959, le G.P.R.A. s'est en partie installé à Tunis. Il donnait ainsi satisfaction aux combattants en se rapprochant d'eux; il prenait, d'autre part, ses distances avec les Égyptiens, qui traitaient volontiers les dirigeants de la rébellion comme des agents aux gages et se montraient trésoriers douteux de l'aide arabe (celle-ci sera désormais gérée par l'Irak). Mais ce déplacement vise surtout à faire entrer le Maghreb dans la guerre; Bourguiba relance le problème de Bizerte et « découvre » le réseau « Magenta », un système d'écoute dont il était, d'ailleurs... le premier bénéficiaire, mais que le G.P.R.A. le somme de liquider.



Propagande et diplomatie

Au Maroc, le F.L.N. exploite la surenchère xénophobe qui coupe l'Istiqlal en deux et fournit armes et subsides aux extrémistes : l'U.N.F.P. de Ben Barka.

Face à cette offensive qui mêle adroitement propagande et diplomatie, l'action du Quai d'Orsay est d'une extrême discrétion. Notre diplomatie, très arabophile de tradition, d'ailleurs, méprise les vertus de l'action psychologique, mais elle consacre beaucoup d'argent à diffuser dans les milieux étrangers cette partie de la presse

Gamma



Azoulay/Paris-Match



Coll. particulière



En haut : fouille d'une cache. L'ouverture fait penser à l'entrée d'un terrier, et, comme les terriers, certaines caches ont plusieurs sorties. Par mesure de sécurité, les soldats envoient souvent un « éclaireur », un prisonnier... *A gauche :* le fond de la cache – une sorte de grotte remplie d'objets hétéroclites. *A droite :* armes récupérées par les forces françaises. On y trouvera aussi bien du matériel yougoslave, qu'américain, italien, etc.

française qui fournit à l'adversaire ses meilleurs moyens de propagande...

Les ressources financières des wilayas sont maigres. Les collectes auprès des populations ne rapportent plus. Mais le G.P.R.A. ne manque pas d'argent. Au 1er août, les subventions allouées au F.L.N. par l'étranger, non compris l'aide en armement du bloc communiste, s'élevaient à près de 8 milliards d'anciens francs.

On reproche à l'armée de traduire en bilans chiffrés, et qui se veulent persuasifs, une situation dont les paramètres se prêtent mal aux mesures exactes.

L'armée, par une expérience chèrement acquise, sait mieux que personne qu'une guerre « révolutionnaire » est toujours longue et qu'elle n'est pas faite seulement d'actions militaires.

Voici d'ailleurs comment se terminait un rapport adressé au président de la République en janvier 1960 :

« On pourrait, certes, conclure que la situation militaire a évolué d'une manière satisfaisante au cours de l'année 1959. Il est préférable de dire que le bilan de l'année n'a pas été favorable au F.L.N.

» Et s'il est possible, dans un domaine aussi vaste que la pacification, de résumer dans une brève formule l'œuvre d'une année, on peut ajouter que si, en 1958, la majorité de la population a adopté l'idéal qu'on lui proposait pour lutter contre le séparatisme, l'année 1959 aura vu l'appareil militaire de la rébellion se désagréger sans que, cependant, l'engagement des populations à nos côtés se soit accentué d'autant.

» Les résultats militaires obtenus l'ont même été souvent en dépit d'un contexte psychologique allant en se dégradant faute de voir les données politiques, diplomatiques, juridiques et économiques du problème algérien abordées avec la ferme volonté de préparer et de prolonger l'action pacificatrice de l'armée.

» La paix viendra d'autant plus vite que tout concourra au succès de la mission confiée à l'armée, mission qui, dans la guerre que nous menons, n'est pas une simple mise en condition de l'adversaire pour l'amener à une négociation, mais bien la pacification elle-même prise dans son ensemble et sous tous ses aspects. Il est impossible de dissocier les différents plans où la lutte se déroule.

» Or les aspects politiques, diploma-

AIDE FINANCIÈRE AU F.L.N. (1959)

Pays	En monnaie d'origine	En millions de francs	Observations
A) PAYS ARABES			
Arabie Saoudite	3 000 000 rials	332	
Irak	2 000 000 dinars	2 500	La moitié est déjà versée.
Jordanie	170 000 dinars	220	
Liban	120 000 livres libanaises	18	
Libye	83 000 livres	92	
Maroc	43 000 000 francs marocains	47	Versés au Croissant-Rouge algérien pour éviter une protestation française.
Égypte	1 700 000 livres égypt^{es}	1 700	
Syrie	2 150 000 livres syriennes	400	
Soudan	15 000 livres soudan^{es}	20	
Yémen	500 000 roupies	40	
Koweït		750	Baptisés « dons » : ce sont les pétroliers qui paient.
Total :		6 119	
B) PAYS ASIATIQUES			
Afghanistan	15 000 dollars	7,5	
Chine	5 607 livres égypt^{es} +	5,5	
	1 000 000 de dollars	490	A verser en fin d'année.
Inde	14 700 roupies	2,5	
Pakistan	650 000 roupies	50	
Total :		555,5	
C) EUROPE DE L'EST			
Bloc communiste		50	Rubrique : dons des Croix-Rouges.
Yougoslavie		1 000	
Total :		1 050	
D) MONDE LIBRE			
Allemagne Ouest	25 000 D.M.	3	
Italie	50 000 000 lires	39	
Amérique latine	185 000 dollars	90	Sous forme de dons humanitaires.
C.I.S.L. (Syndicats libres U.S.A.)	30 000 dollars	14	
Total :		146	
TOTAL GÉNÉRAL		7 870 500 000 A.F.	



Coll. particulière



Tableau de chasse ▶ de l'A.L.N. Si, au début du conflit algérien, le nombre des armes récupérées par les maquisards dépassait celui des armes prises par les Français, la situation a totalement changé aujourd'hui. Les Français ont su s'adapter à la guérilla imposée par l'ennemi et ce sont eux, la plupart du temps, qui font le bilan.



G. Maffait

◄ Frontière algéro-marocaine. « Bienvenue en Algérie »... pas pour les *djounoud.* Et les infiltrations ne permettent pas de combler les pertes des katibas de l'intérieur.

le climat psychologique s'altère peu à peu

tiques, juridiques et économiques de ce plan n'ont pas été tous rapprochés avec la vigueur désirable.

» Ces domaines échappent à la compétence du commandement militaire, mais les résultats de l'action des forces armées dépendent si étroitement de l'évolution du contexte psychologique qu'il n'est pas possible de ne pas les évoquer, d'autant plus que les forces armées ont trop souvent l'impression d'être laissées seules, face à la subversion...

» Il est exclu de voir le F.L.N., malgré les apparences des positions tactiques qu'il pourrait adopter, renoncer au but final de son entreprise : l'indépendance. Ni convaincu de sa perte ni assuré de sa victoire, mais hors d'atteinte de nos armes, le G.P.R.A. continuera donc d'animer la rébellion dans le sens souhaité par ses membres les plus irréductibles.

» Le conflit peut avoir un règlement « militaire », et les observateurs les moins bienveillants s'accordent pour juger l'évolution de la situation, à ce point de vue, très favorable, mais elle sera lente et, à coup sûr, temporaire, si le climat psychologique ne se trouve pas en même temps détendu par des mesures adéquates relevant de l'autorité civile, mesures qui, mieux que l'effort « guerrier », marqueront la détermination du gouvernement d'aboutir à la solution la plus française. »

Et, à ce point de vue, l'année 1959 a été décevante...

Pendant les seize mois du « plan Challe », le climat psychologique n'a pas suivi l'heureuse évolution de la situation militaire, au contraire.

Bien que l'administration ait parfois favorisé des candidats musulmans, et même européens, en coquetterie avec le F.L.N., les élections municipales et sénatoriales d'avril et de mai 1959 ont souvent confirmé le succès des partisans de l'Algérie française. Là où la sécurité est revenue, les menaces du F.L.N. sont restées inopérantes.

Mais les mesures de grâce et d'amnistie prises le 9 janvier 1959, et qui se sont succédé depuis lors avec l'espoir qu'elles amèneraient la fin des attentats, ont mis le comble à la colère des uns, à l'inquiétude des autres et à l'audace des terroristes; les H.L.L. libérés reviennent triomphants dans les douars, en attendant de retourner au maquis... La mansuétude, pour le musulman, est toujours une faiblesse, preuve, pour lui, d'une mauvaise cause.

Le marteau et l'enclume

Le plan de Constantine n'est encore qu'une perspective et la France « de Dunkerque à Tamanrasset » réduite aux dimensions d'un timbre-poste!

La nouvelle politique définie le 16 septembre remet en cause la souveraineté française et la conférence de presse du général de Gaulle, le 10 novembre, où il offre au G.P.R.A. de discuter des bases du futur référendum, consacre en fait la représentativité de l'organisation extérieure...

On sait de Gaulle déçu : le prestige de son nom n'a pas suscité les ralliements qu'il escomptait ni même dégelé cette « troisième force » de plus en plus hypothétique.

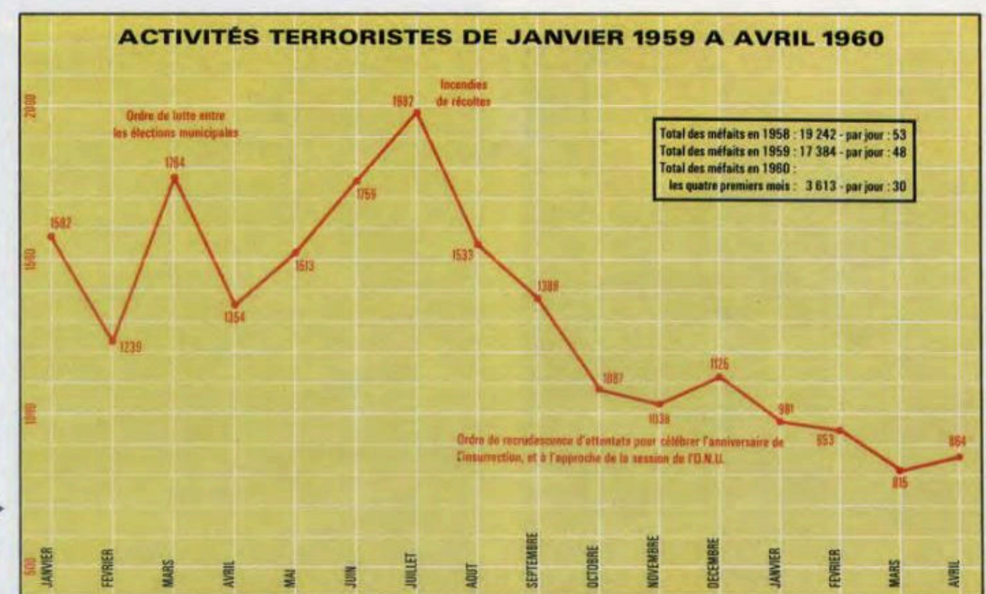
Le triptyque de l'autodétermination inquiète tout le monde. L'association suppose de bonnes volontés musulmanes prêtes à mettre le doigt entre le marteau et l'enclume; on n'en trouve pas. La francisation présente pour la masse musulmane une menace pour ses coutumes et sa religion. Pressé par les démarcheurs de la paix à tout prix, le G.P.R.A. a feint d'accepter le principe d'une consultation populaire... sous réserve qu'elle lui soit favorable.

Le G.P.R.A. ne perd pas son temps en vaticinations. Au congrès du C.N.R.A., réuni à Tripoli en janvier 1960, on ne parle même pas de l'autodétermination; on désigne un triumvirat solide : Krim Belkacem, Ben Tobbal et Boussouf. On se dote d'institutions provisoires (1) sans équivoque qui doivent consacrer l'indépendance et aussi, à la surprise de beaucoup, une révolution sociale et l'instauration du parti unique.

La « semaine des barricades », l'Algérie algérienne évoquée par de Gaulle au poste des Azziz, au cours de son voyage de mars 1960, altèrent encore un climat psychologique qui est devenu nettement défavorable à la pacification. **H**

Général JACQUIN (C. R.)

(1). Le G.P.R.A. décida de tenir secrets cette nouvelle Constitution et les nouveaux statuts du F.L.N. qui l'accompagnaient. Il craignait d'effaroucher les " libéraux " français et les " démocrates " américains par leur allure totalitaire.



Graphique montrant les manifestations du F.L.N. à caractère terroriste, du mois de janvier 1959 au mois d'avril 1960. A partir d'août 1959, on enregistre une nette diminution du nombre des attentats. ►

ALGÉRIE : DE GAULLE PLACE SES FIDÈLES

Coll. Coulet



François Coulet *(premier à gauche)*, au cours d'un dîner à Londres, en 1942.

Coll. Coulet



Coulet, toujours à Londres et toujours en compagnie du général de Gaulle.



Coll. Coulet

Le colonel Coulet en Kabylie. L'Algérie offrira à Coulet l'occasion de donner libre cours à sa passion : l'armée. Passion qu'il a dû refouler pour ne pas déplaire à sa famille, universitaire et radicale socialiste, et que de Gaulle ne lui a pas permis d'assouvir.

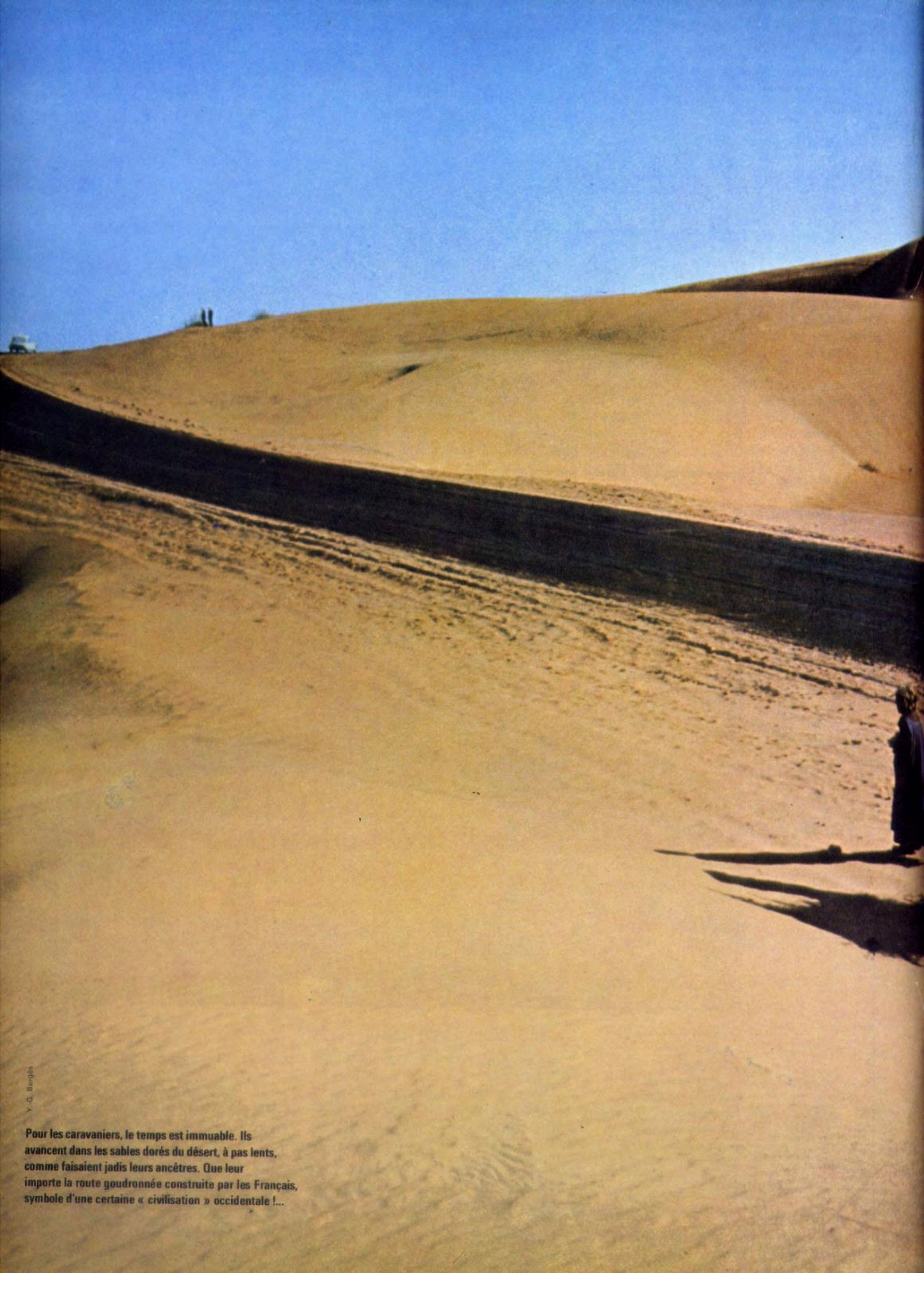
Au lendemain de la « semaine des barricades » qui, en ce début de l'année 1960, a encore creusé le fossé entre la métropole et l'Algérie, de Gaulle ressent, plus que jamais, le besoin d'être informé directement et sans complaisance.

Certes, Paul Delouvrier, le délégué général, est un homme sur lequel le chef de l'État sait pouvoir compter. Mais ne risque-t-il pas de se laisser intoxiquer comme tant d'autres avant lui?

« Et puis, écrit Yves Courrière, il conserve dans son entourage certains collaborateurs qui renâclent trop visiblement devant la politique de Paris.

Cet homme rare, ce sera, pour son honneur et pour son désespoir, François Coulet. Cinquante-quatre ans, grand,

(Suite page 2352)



Y.-G. Bergès

Pour les caravaniers, le temps est immuable. Ils avancent dans les sables dorés du désert, à pas lents, comme faisaient jadis leurs ancêtres. Que leur importe la route goudronnée construite par les Français, symbole d'une certaine « civilisation » occidentale !...



en "amateur qui ambitionnait d'imiter les pros," Coulet fait pendant q



Coll. Coulet



Bled

Opération dans le djebel. François Coulet, ce gaulliste de 1940, se voit confier en 1956 le commandement du groupement des parachutistes de l'air. Cet emploi nouveau le remplit de joie car, dira-t-il plus tard, « il avait la passion d'ajouter à l'acteur qu'il était et qu'il ne quittait jamais longtemps des yeux, des emplois nouveaux, des caractéristiques inédites, mais toujours dans le sens de la curiosité et de l'action ».

(Suite de la page 2349)

large d'épaules, le regard glacial derrière des lunettes, le crâne rond et lisse. Pour lui, de Gaulle veut remettre en vigueur une fonction qui avait été supprimée avec Robert Lacoste : celle de directeur des affaires politiques.

Fils du recteur de l'université de Montpellier, ancien élève de Sciences-Po, diplomate du « Grand Concours », comme on disait alors, François Coulet est secrétaire à la légation de France à Helsinki lorsque les Allemands envahissent l'hexagone. Le diplomate n'hésite pas. Le 24 mai 1940, il abandonne la carrière pour rejoindre les Forces françaises combattantes.

Lieutenant de réserve, il se rallie à de Gaulle, qui a besoin d'audacieux, prêts à tout risquer pour le suivre.

Il dirige tout d'abord le poste « Levant-France libre », mis à sa disposition par la Haganah et qui, depuis Haïfa, lance la bonne parole gaulliste à travers tout le Proche-Orient. L' « Homme du 18-Juin » en fait ensuite son chef de cabinet et, pendant seize mois, il sera toujours là, dans l'ombre du général, à Beyrouth, à Brazzaville, au Caire, à Londres.

Il devient, au débarquement, à Bayeux, le premier commissaire de la République de la Libération avant d'être délégué aux relations interalliées, une fois Paris reconquis. Ministre plénipotentiaire, directeur d'Europe au Quai d'Orsay, en poste en Finlande de nouveau, en Iran, en Yougoslavie, François Coulet, qui estime n'avoir pas été autant soldat qu'il l'avait souhaité et qui aime l'armée, demande sa mise en disponibilité. Il lui faut passer à autre chose.

La nouveauté, cette fois, ce sera l'armée. François Coulet souffre, depuis son jeune âge, d'une passion rentrée pour le métier des armes.

En 1956, se faisant mettre en situation d'activité, il se voit confier le commandement du groupement des commandos parachutistes de l'air qui viennent d'être créés par le général de Maricourt.

Il choisit, recrute, arme lui-même les hommes qui vont composer son groupement, fixe leur emploi et, les gros hélicoptères entrant en service, met au point la technique de l' « assaut héliporté ». Tous ses hommes et ses officiers sont volontaires.

Les hommes de Coulet doivent être immédiatement disponibles au coup de sonnette, un peu comme des pompiers. Moins de huit minutes après l'alerte, de jour comme de nuit, ils sont embarqués dans les Sikorsky ou dans les camions, avec les armes appropriées.

Tête-à-tête avec de Gaulle

Ainsi Coulet fait-il pendant quatre ans, en « amateur qui ambitionnait d'imiter les pros » et qui bientôt les égale, son expérience algérienne. Cette guerre, lui et ses hommes, qui à aucun moment n'envisagent qu'ils puissent la perdre, entendent la faire avec efficacité, au meilleur rendement, au plus juste prix. Au P.C. des commandos, une citation du maréchal Bugeaud affichée au mur : « A la guerre, il y a des principes, mais il y en a peu. »

Le pays, les hommes, les problèmes de la « dernière campagne coloniale » sont ainsi devenus familiers à François Coulet. Survolant l'Algérie, il lui paraît absurde alors – et il l'écrira – que « des pharmaciens kabyles, installés au Caire ou à Genève, que des bergers du bled puissent revendiquer ce fabuleux héritage d'immeubles à vingt étages, de tracteurs, de pipe-lines, de routes goudronnées, de ports maritimes et aériens, de millions d'hectares d'orangers.

L'officier qui pensait ainsi, durant les chasses à l'homme à travers le djebel, c'est pourtant celui auquel de Gaulle a songé pour l'aider à appliquer sa politique de dégagement et pour la faire partager. Rien d'étonnant à cela dans l'Algérie de 1960. Et Coulet rappelle qu'un jour, plus tard, invité en tête à tête par de Gaulle à donner son avis sur la nomination d'un commandant en chef destiné à remplacer Crépin, il suggère Gambiez, qui commande à Oran et qui, depuis 1943 et l'époque du « Commando d'Afrique » dont il fut le premier chef, a toujours été populaire auprès de la troupe et des officiers.

De Gaulle reste silencieux. Coulet

tre ans son expérience algérienne

insiste : après tout, il n'y a pas un si grand choix !... Et puis, malgré le respect, il crie presque :

« Oh ! je sais bien, vous ne voulez pas de lui parce qu'il a été Algérie française ; mais moi aussi, j'ai été Algérie française !... »

Alors, de Gaulle, se penchant sur son bureau : « Et moi, est-ce que je ne l'ai pas été, aussi, Algérie française ? »

C'est le 30 août 1959, au P.C. « Artois » du général Challe commandant interarmes en Algérie, que la décision est prise par de Gaulle de retirer Coulet des opérations militaires pour le « verser » dans la politique. Comme on « verse » un militaire d'une arme dans l'autre.

Le général est arrivé en fin de matinée

Robert Buron, M.R.P. ▶ de gauche, favorable à l'indépendance de l'Algérie, et dont le général de Gaulle a fait son ministre des Travaux publics. A ce titre, il fait de nombreux voyages en Algérie où, dans le cadre du plan de Constantine, des chantiers ont été ouverts partout. Une somme de 20 milliards de NF doit être en effet investie en quatre ans.

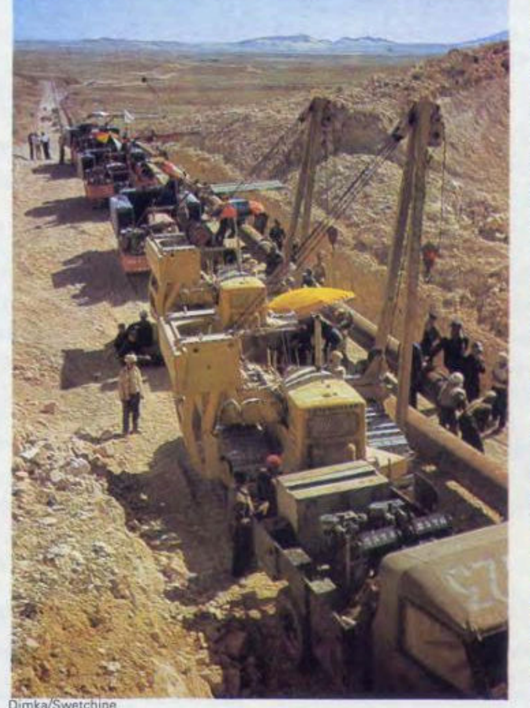


Mafart





Mafart



Dimka/Swetchine

Tout en faisant la chasse à l'homme dans le djebel, Coulet songe au formidable travail accompli par la France et il lui paraît absurde que les Algériens puissent revendiquer comme leurs les richesses apportées par la présence française. En dépit des injustices séculaires, en dépit du régime d'inégalité, il lui semble que « l'iniquité majeure est finalement de consentir d'avance à cette régression de la civilisation que serait la remise en de pareilles mains d'un pareil ouvrage ». ***A l'extrême gauche :*** **barrage de Djin-Djen.** ***A gauche :*** **chantier de pose d'un pipe-line.**

sur le piton, à 1 300 m au-dessus d'Akbou, en Kabylie, accompagné de Delouvrier et d'un petit état-major dans une demi-douzaine d'hélicoptères.

A la fin du repas, il appelle Coulet et après lui avoir fait un bref compliment de ses activités présentes, il lui annonce que « ça suffit comme ça » et qu'il a besoin de lui « pour une tâche civile, oui, administrative et politique, en Algérie, auprès de Delouvrier. Il va falloir leur faire comprendre... ». En quelques minutes de tête-à-tête, en quelques dizaines de mètres, remontant une pente caillouteuse, de Gaulle a donné à son ancien chef de cabinet l'amère primeur de ce qu'il va dire dans l'heure suivante aux généraux et aux colonels rassemblés. Ce qu'il leur dit, reprenant et résumant la démonstration de Challe devant la carte, c'est que les rebelles

Bœufs et vaches ▶ paissent au milieu des eucalyptus. Un riche domaine comme il y en a beaucoup en Algérie. Mais ce n'est là qu'un des aspects du pays. L'Algérie n'est pas peuplée que de grands propriétaires, loin de là. Comme l'écrivit Camus dans *l'Express* : « 80 pour 100 des Français ne sont pas des colons mais des commerçants. Le niveau de vie des salariés, bien que supérieur à celui des Arabes, est inférieur à celui de la métropole. »

Bellec



Paul Delouvrier se voit imposer François Coulet "l'œil de Moscou" du général de Gaulle

du bled étant pourchassés et réduits à de petits groupes insignifiants, les frontières tunisienne et marocaine ne laissant plus filtrer de renforts, la rébellion doit être considérée comme éteinte et l'armée française comme victorieuse. Il faut donc passer à la phase suivante – la pacification politique, avec tout ce que cela implique.

De Gaulle pense-t-il convaincre son auditoire?

Coulet, en tout cas, pressentant l'avenir qu'on lui prépare, « reçoit le choc et en mesure très vite les conséquences ». De plus, connaissant mieux que personne alors en Algérie les mécanismes intellectuels du général et sachant combien, chez lui, la réflexion précède la décision, il a tiré des quelques phrases que de Gaulle lui a dites les pensées les plus noires et augure le pire du choix qui, une fois de plus, est fait de lui.

Il reconnaît, toute question de vanité ou de modestie mise à part, que le projet a des justifications théoriques : l' « élu » a des états de service administratifs; il s'est porté volontaire pour conserver l'Algérie à la France et les pieds-noirs ne peuvent contester que, depuis quatre ans, sans interruption, il s'est consacré à cette tâche. Dans la conduite d'opérations qui demandent plus d'endurance et de sens commun que de génie militaire et de brevets d'état-major, il a honorablement tenu sa place parmi les professionnels; enfin on connaît son dévouement à l'homme qu'il a rejoint en juin 1940 et qui, depuis, ne lui a jamais ménagé sa confiance ni son amitié. En bonne logique, ce défenseur, les armes à la main, des Français d'Algérie, cet honnête colonel du bled, cet ancien commissaire de la République qui ne souhaite prendre la place de personne devrait être accepté sans trop de difficulté, dans le rôle ingrat de « représentant personnel » du président de la République, par les colons, les officiers et les préfets.

Il n'en est rien, par suite d'une erreur d'appréciation du général qui ne veut pas mesurer l'impopularité, chez les fonctionnaires français, des structures parallèles si bien admises par l'administration présidentielle américaine. De Gaulle ne devine pas non plus la persistance et la violence des sentiments hostiles que lui porte la majorité de la société algérienne d'origine européenne.

« Il s'est fait avoir ! »

Il s'agit donc, si c'est encore possible, de « sauver les meubles » et sans doute le chef de l'État envisage-t-il une évolution graduelle, étendue sur des années, paisible et même amicale, de l'administration française de plein exercice vers un partage des responsabilités politiques, puis vers une indépendance de plus en plus complète de l' « Algérie algérienne » composée de ses deux communautés.



Coll. Coulet

Au P.C. Artois, en août 1959, Coulet, en compagnie du général Challe. Le diplomate, devenu homme de guerre, avait formé sa propre unité « un peu comme, au XVIe siècle, un jeune seigneur qui achetait un régiment ».

A Coulet l'entreprise paraît à peu près sans espoir. Il n'ignore pas le gaspillage d'élites musulmanes que la France a fait depuis 1945, choisissant, compromettant et rejetant vers l'opposition, puis la rébellion, les meilleurs éléments autochtones d'un pays qui n'en comptait pas tant de bons.

C'est donc les yeux bien ouverts qu'il accepte de faire honnêtement et de toutes ses forces un travail qu'il sait vain.

Vain quant au résultat final sur lequel il ne se fait guère d'illusions, mais vain aussi dans l'accomplissement de sa tâche quotidienne quand il faut l'entreprendre. Coulet part en permission libérable, malheureux de laisser derrière lui un beau régiment et ses quatre meilleures années, inquiet de ce qui l'attend. Avant de prendre l'avion il va voir Delouvrier et, comme il y est autorisé, il évoque avec lui la forme de ses futures fonctions « politiques ».

Le délégué général, sans manquer le moins du monde à la courtoisie qui lui est habituelle, ne lui laisse aucun doute : il n'y a pas de place pour lui, en Algérie, comme directeur politique.

On sait comment se terminèrent ces journées de tumulte devant les facultés – sur un long discours émotionnel de Delouvrier, qui a été « compris » et apprécié à Alger mais qui a paru, en métropole, inadmissible à de Gaulle, à tout le personnel politique et à la majorité des habitants de l'hexagone. C'est une preuve de plus de la coupure qui sépare, en s'élargissant, Français de France et Français d'Algérie.

Antoine Argoud : un dialecticien redoutable

Théoricien de la guerre révolutionnaire, Charles-Antoine Argoud a été, à quarante-deux ans, le plus jeune colonel de l'armée française. En sortant de l'école, ce polytechnicien a choisi de se faire cavalier. Ce qui est fréquent chez les cyrards, mais très rare chez les « X ».

Petit, trapu, sportif, un beau visage énergique aux traits durs, parfois cruels, le regard d'une grande mobilité, Argoud conserve, à quarante-six ans, avec ses cheveux en bataille et ses vêtements toujours un peu négligés, l'allure d'un collégien bohème.

Cet intellectuel, ce doctrinaire froid comme l'hiver de ses Vosges natales, se différencie des autres colonels en ce qu'il n'a pas eu l'occasion de combattre en Indochine. Mais de Lattre ne pouvait manquer de remarquer et de s'attacher ce brillant officier lorsqu'il a été nommé inspecteur général de l'armée de terre. C'est Antoine Argoud qui a poussé au développement des blindés légers et à l'organisation d'unités blindées rapides, embryon de ce qui devint plus tard la force de manœuvre française.

Attaché ensuite à différents cabinets, dont celui de Jacques Chevallier, alors secrétaire d'État à la Guerre, son esprit critique, allié à une intelligence puissante et profonde, l'a fait diversement apprécier. En 1955, il a été « viré » du ministère par Kœnig parce qu'il avait dénigré des études de matériels blindés, inadaptés selon lui.

En 1957, tandis que la « bataille d'Alger » fait rage, Antoine Argoud commande le secteur de L'Arba. Il n'accepte pas la torture, que pratiquent plusieurs de ses homologues. En revanche, il organise, improvise, une justice à lui, une justice expéditive et implacable. Il juge seul de la culpabilité des fellaghas faits prisonniers.

Muté en métropole, Antoine Argoud – qui est breveté parachutiste – retourne en Algérie après le 13 Mai. Devenu chef d'état-major du commandant du corps d'armée d'Alger, on l'appelle volontiers « l'arrière-cerveau de Massu ». Il donne alors toute sa mesure et devient la tête politique des colonels qui vont s'opposer au pouvoir.

Pour le catholique enthousiaste, à la limite du fanatisme, qu'est Antoine Argoud, il ne peut être question de lâcher l'Algérie. Défendre les rivages méditerranéens c'est défendre l'Occident chrétien. Sa foi, sa confiance en sa dialectique redoutable, le portent à croire qu'il parviendra à infléchir la politique algérienne de De Gaulle. Lui et ses amis, car Argoud diffuse une sorte de rayonnement qui lui donne un ascendant sur son entourage (il influence même Massu, son patron), amènent les officiers du bled à venir le « consulter » lorsqu'ils descendent à Alger.

Sa position, Argoud l'a résumée sans ambages devant Michel Debré, lorsque le ministre a fait une furtive visite nocturne à Alger, la deuxième nuit des barricades : « Rejeter l'autodétermination... Faire exprimer aux musulmans leur attachement aux idées des Européens d'Algérie... Si de Gaulle s'obstine, le général Challe devra prendre l'affaire en main... Si Challe refuse, cela deviendra l'affaire des colonels... » A bon entendeur...

De nouveau muté en métropole, Antoine Argoud va vivre désormais l'existence du comploteur, échafaudant, planifiant, donnant forme au putsch dont il rêve. « Il s'agit de savoir, dit-il, si la France, nantie et gorgée de technique, refusant d'écouter plus avant le langage trompeur de ses intellectuels pervertis, saura trouver les forces vitales nécessaires pour survivre. »

P.-A. LAMBERT

Une poignée de main cordiale avec Delouvrier. Le temps n'est pas encore venu où de Gaulle aura besoin d'un « œil de Moscou » qui prenne la température d'Alger, prévoie ses crises, les prévienne si nécessaire. ▶

« Il s'est fait avoir », dit de Gaulle à propos de Delouvrier. Et il s'irrite alors d'apprendre que Coulet n'a encore pas pris à Alger les fonctions qu'il lui a désignées. Il lui répète en audience d'adieu : « Ne vous laissez pas prendre !... »

Voilà donc Coulet précipité au palais d'Été et imposé à Delouvrier, qui n'aime pas cela du tout mais qui est forcé de s'incliner. Car, pour le moment, le délégué général récupère péniblement après les barricades, le « Commando Alcazar », les vitupérations de l'Élysée, et s'efforce de dégager une nouvelle politique à l'égard des pieds-noirs les plus antigaullistes qui ont failli l'emporter et des militaires dont beaucoup ont montré plus que de la mauvaise volonté dans le rétablissement de l'ordre.


E.C.P.A.

Défilé du 14 juillet 1957 à Paris. Le colonel Coulet descend les Champs-Élysées à la tête de ses hommes. De ses soldats, il exige des qualités physiques, un entraînement intensif, une discipline des plus sévères.

Dîners, cocktails et bavardages

A la loyauté de Coulet tenant le délégué général informé de ses observations et de ce que, chaque semaine, il allait dire et entendre à l'Élysée correspondaient, chez Delouvrier, une franchise et une honnêteté égales dans leurs rapports. Il n'en sera pas de même chez son successeur. Malheureusement pour le directeur politique et, par contrecoup, pour de Gaulle, toute l'administration civile, sauf quelques préfets du bled et à commencer par le cabinet du délégué général; tous les états-majors; tous les Européens d'Algérie à l'exception de quelques « libéraux » déjà désignés aux vengeances populaires, le tiennent pour l'ennemi n° 1 de l'Algérie française puisqu'il est l'émanation d'un pouvoir exécré. C'est rassembler contre soi beaucoup d'ennemis et toute la bonne volonté de Delouvrier est impuissante à renverser la tendance.

« Le véritable ennemi de De Gaulle dans toute cette affaire, dit Coulet, c'est celui qu'il a rencontré dans toutes ses entreprises tout au long de sa carrière : le conservatisme. Il ne s'agit pas d'une notion seulement politique mais, dans tous les domaines, de cette paresse d'esprit, de ce refus d'imaginer qui stérilise par avance toute proposition de solution. Les militaires frustrés dans leurs espérances nationales et personnelles et qui constatent, une fois de plus un peu tard, que ni le nombre ni une fantastique supériorité d'armement ne suffisent à étouffer la guérilla, défient partout, en toute occasion, l'administration civile.

Et comment celle-ci s'imposerait-elle à eux hors d'Alger, d'Oran et de Constantine alors que préfets, sous-préfets et fonctionnaires de tout ordre ne peuvent se déplacer sous les yeux des deux populations qu'en avion militaire ou en jeep et en convoi armé avec laissez-passer du commandant de secteur?

C'est aussi un paradoxe étonnant qu'à une époque où, de par le monde, le mot de « décolonisation » devient un impératif et où, en Algérie, sans que soit encore défini le régime vers lequel on tend, la seule voie ouverte paraît être une plus grande participation des musulmans, c'est un paradoxe que ce pays soit administré, dans les bureaux d'Alger comme dans le bled, par quelque soixante-dix membres de la carrière préfectorale !

« A part quelques brillantes individualités, se souvient François Coulet, les membres de ce « corps » homogène, compact, hiérarchisé, imbu des vertus de notre administration, habitués à des avantages matériels (logement, service...) que l'Algérie leur prodiguait plus encore que la métropole, étaient peu perméables naturellement à des idées d'évolution. Les contacts, bien raréfiés, qu'ils maintenaient encore avec les musulmans ne concernaient plus guère que des chefs de famille entrés depuis longtemps dans le système et que la rébellion dénonçait et menaçait à l'égal des Européens.

» Hors du bureau, leurs relations quotidiennes (et, toute la journée, celles de leurs épouses), c'étaient les grands propriétaires qui les leur offraient. Ceux-ci avaient depuis longtemps oublié leurs origines de républicains de 1852, de communards de 1871 et de réfugiés alsaciens de 1873, mais, à l'exception de quelques-uns, ils gardaient la haine du de Gaulle de 1943 et une fidélité sans nuage au système colonial. Des mois de dîners, de cocktails et de bavardages mondains entre gens de la bonne société ne pouvaient manquer de fausser l'optique des administrateurs français. »

Cette « élite », forte de l'appui moral de l'état-major et de la bruyante approbation des « petits Européens », isole Delouvrier et met Coulet en quarantaine. Dans ces conditions, préparer la population française d'Algérie, au nom du gaullisme, à accepter le partage de ses responsabilités et de ses privilèges avec des musulmans qui, pendant ce temps, égorgent des institutrices dans le bled et prêchent la guerre sainte dans tout l'Islam, c'est une tâche impossible.

« Les deux hommes qui, à des niveaux bien différents, en ont été chargés auraient peut-être pu la faire avancer si de Gaulle n'avait prématurément perdu confiance en Delouvrier et si les principaux obstacles que je lui désignais avaient été effacés, comme il savait le faire, de façon autoritaire, estime François Coulet.

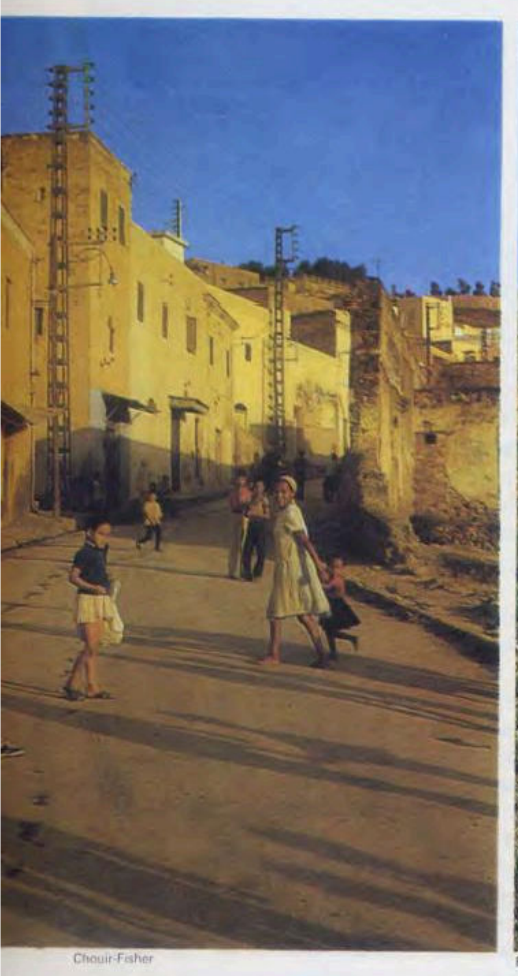
» Que d'économies on aurait ainsi réalisées en milliards de traitements et de soldes, en honoraires d'architectes du « Rocher Noir », en plastic, en cadavres et en années de prison ! »

Pierre-Albert LAMBERT

Coll. Coulet



CES AFRICAINS DE MOST



Chouir-Fisher



Brezenec

***Photo de gauche* : Tidgditt, quartier musulman de Mostaganem. Là vit toute la communauté gnawa de la ville. *Photo de droite* : l'embouchure du Chélif.**

C'EST au cœur d'une Oranie qui porte encore profondément l'empreinte des croyances et des coutumes antéislamiques résurgentes sous la vie quotidienne que se sont implantés, essaimant dans toute la région, les Gnawas (1).

D'origine soudanaise, ils ont, voilà quelque dix générations, emprunté la route du Sahara pour remonter vers l'Afrique blanche. Au hasard des haltes et des circonstances, des noyaux autonomes se sont constitués; ceux de Tiaret, de Saïda, d'Oran et de Mostaganem.

La confrérie de Mostaganem regroupe quelque deux cents individus; ce sont pour la plupart les descendants des migrants originels, mais se sont ajoutés à ceux-ci des membres de race blanche qui ont adopté normes, règles et attirance culturelle pour le folklore soudanais.

La communauté gnawa ne s'est donc pas constituée, géographiquement, en bloc distinct; elle s'est éparpillée au sein de la communauté algérienne, même si, dans son mode de vie et ses intérêts, elle s'en différencie, en particulier par la dimension de ses unités familiales.

Individuellement et dans une espèce d'approche relativement superficielle, ses membres paraissent parfaitement intégrés à la communauté algérienne, mais une analyse plus poussée révèle un désaccord latent, inavoué, entre les deux groupes, désaccord rendu possible par un racisme omniprésent des Algériens à l'égard des Noirs gnawas. Racisme teinté de mépris amusé pour les manifestations rituelles, pour le « fanatisme » des Gnawas, de crainte à l'égard des rites particuliers gnawas et de la « magie » qu'ils laissent supposer à la masse algérienne, déjà très sensibilisée aux problèmes du surnaturel.

Par sa couleur même, le Gnawa, quel que soit son niveau d'insertion dans la vie économique, et même s'il occupe un poste de fonctionnaire, se différencie des autres Algériens. Bien que musulman comme les autres, il possède une forme de culture et de sensibilité que ni la naissance sur le sol algérien ni le contact constant et permanent avec la culture maghrébine n'ont pu transformer.

Beaucoup plus africain que maghrébin, le Gnawa reste obstinément fidèle, presque maladivement, au patrimoine légué par ses ancêtres; patrimoine pour lui, le déraciné, essentiellement culturel.

La position de groupe extrêmement minoritaire renforce ce souci de préservation culturel et accentue parallèlement la ségrégation entre les deux communautés.

La situation économique misérable des Gnawas les sensibilise davantage à leur particularisme. Cette misère n'est toutefois pas séparable de la misère générale des habitants de Tidgditt, dont les individus les plus aisés sont ceux qui parviennent tout juste à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

La relation des Gnawas avec les étrangers à leur groupe reste donc une relation de semi-exclusion ou tout au moins de non-assimilation culturelle, assimilation qu'ils ne souhaitent d'ailleurs nullement.

Au niveau de l'organisation de la communauté gnawa, on peut noter l'existence de plusieurs confréries; chaque confrérie se calque sur les limites de la famille élargie; elle se réclame de la tradition léguée par son ancêtre commun, jugé presque toujours comme le « premier » dépositaire de la culture gnawa. Lors des fêtes rituelles, les différentes confréries se rassemblent pour recréer la cohésion globale, et les éventuelles rivalités de

(1). On écrit Gnawa dans les pays anglophones et Gnaoua dans les pays francophones (N.D.L.R.).

AGANEM

Mostaganem : la mairie. Jadis, les Gnawas ▶ étaient montés vers le nord comme vers un Eldorado... mais ils ne trouvèrent que la misère des bidonvilles.



Jeannin

prestige entre les différentes confréries s'effacent.

L'extrême fidélité au fonds commun d'origine motive de multiples fêtes et rites, que les Gnawas exécutent en période estivale ou lors de circonstances particulières, telles que : maladie d'un des membres, décès, début et fin du carême, naissance, mauvais sort. Ces fêtes sont pratiquées presque exclusivement l'été, car se déroulant à l'extérieur ou sur le rivage, elles requièrent un temps clément.

La " harifat "

Quelques personnages gnawas émergent de la communauté et possèdent un statut particulier; ce sont surtout :

Le *mokkadem*. Il plane au-dessus des différentes confréries, son prestige de sagesse et de bon sens lui assure le respect de tous les membres. Il est le meneur, l'exécuteur des cérémonies rituelles, comme des sacrifices d'animaux. Il représente en quelque sorte l'intermédiaire entre la communauté et certaines puissances bénéfiques ou maléfiques.

La *doyenne*. Elle représente, en tant que membre le plus âgé, le réceptacle vénéré de la tradition; pendant les fêtes, elle est chargée de la préparation de tout ce qui se consomme, elle prend part également activement aux danses. Son prestige lui vient de son âge;

La *harifat*. C'est l'organisatrice de la fête, celle qui, pour une raison précise, convoque les autres à une fête rituelle et se charge de son organisation matérielle.

Les *joueurs de goumri* et les *chanteurs*. Ils ne possèdent pas une fonction religieuse précise, mais tiennent une place importante dans la fête puisque ce sont eux qui l'animent; ce sont presque toujours des permanents. Ils ont connu les chants traditionnels soudanais par leurs parents.

Les cérémonies et fêtes religieuses peuvent être divisées en deux sous-groupes assez distincts suivant la période pendant laquelle elles se déroulent, suivant la finalité de la fête et sa forme.

Une première sorte de cérémonies religieuses correspond à celles qui se déroulent à date fixe et dont le caractère grandiose ou solennel est particulier. C'est le cas, par exemple, de la grande fête annuelle du 15 août. Elle rassemble toutes les confréries de Mostaganem et même celles de Tiaret et d'Oran. Elle se déroule durant deux jours devant le marabout de sidi Abderrahmane el-Mejdoub, sur une plage proche de Mostaganem. Elle s'achève par le sacrifice d'un bœuf et de quelques chèvres et moutons qui sont ensuite immergés. La communauté gnawa pénètre alors également dans la mer et communie par ce bain rituel dans l'eau rougie par le sang des animaux sacrifiés. Régénérescence, par le sang expié de l'animal, du lien culturel primordial qui unit les Gnawas entre eux et à leur origine commune.

Auparavant, la fête a occupé toute la nuit, faisant résonner toute la plage des complaintes et du cliquetis très rythmé des crotales.

Une autre fête extrêmement importante et qui intervient à date fixe est celle de la cérémonie d'ouverture, puis de fermeture, quelque trois semaines plus tard, du carême. Sa finalité consiste en la fermeture de la porte du carême aux djinns malfaisants.

Le deuxième groupe de cérémonies rituelles se compose des manifestations religieuses qui interviennent à n'importe quel moment et qui ont lieu au domicile des différents membres de la communauté gnawa.

Ces fêtes sont, l'été, pratiquement hebdomadaires, elles ont un caractère beaucoup plus intime que celles de l'autre groupe. Souvent on ne se donne même pas la peine de leur trouver un motif précis et, dans ce cas, elles ne possèdent pour toute finalité que le désir de recréer la grande communauté, dispersée par le quotidien aux quatre coins de Tidgditt.

Des couteaux dans le ventre

On assiste depuis quelque temps à une exploitation commerciale de la fête, de la part des organisateurs.

Cette exploitation commerciale se cantonne pour l'instant à l'intérieur de la communauté. Elle se traduit par l'obole des participants à la fête. Cette obole est versée sous forme de pièces de monnaie jetées sur les danseurs ou collées sur le front des musiciens. Ces dons, à l'origine, sont destinés à défrayer les organisateurs et à témoigner, sous forme de numéraire, son amitié et sa considération pour la cérémonie.

Cette pratique est vite devenue, pour nombre de participants, un moyen d'étaler générosité et largesses. Elle prend alors l'aspect et le contenu d'un véritable potlatch. Le don en numéraire devient ▶

la fête, son déroulement, son jeu, son code, sont pris en charge



Fête rituelle. Pendant la période de carême, les *djinns*...



... malfaisants sont chassés. Autrement, ils sont tolérés.

l'occasion pour le donneur d'asseoir son prestige et d'en tirer bénéfice.

La finalité première : l'acte religieux, désintéressé, s'entache d'une dimension de rivalité sociale.

A un second niveau, les organisateurs de la fête eux-mêmes souscrivent à cette mercantilisation.

Certains, en effet, se réjouissent du déroulement d'une fête chez eux et en escomptent un certain profit.

Au départ, les sommes recueillies étaient nettement insuffisantes pour qu'il existât une plus-value, un profit; maintenant, avec la surenchère des participants, surtout algériens, la somme reçue dépasse le simple paiement de l'organisation de la cérémonie. Une fois la distribution faite entre joueurs de *goumri* et organisateurs, il subsiste souvent une somme assez importante. L'existence de ce bénéfice commence à gâcher les relations entre organisateurs, joueurs, danseurs et participants.

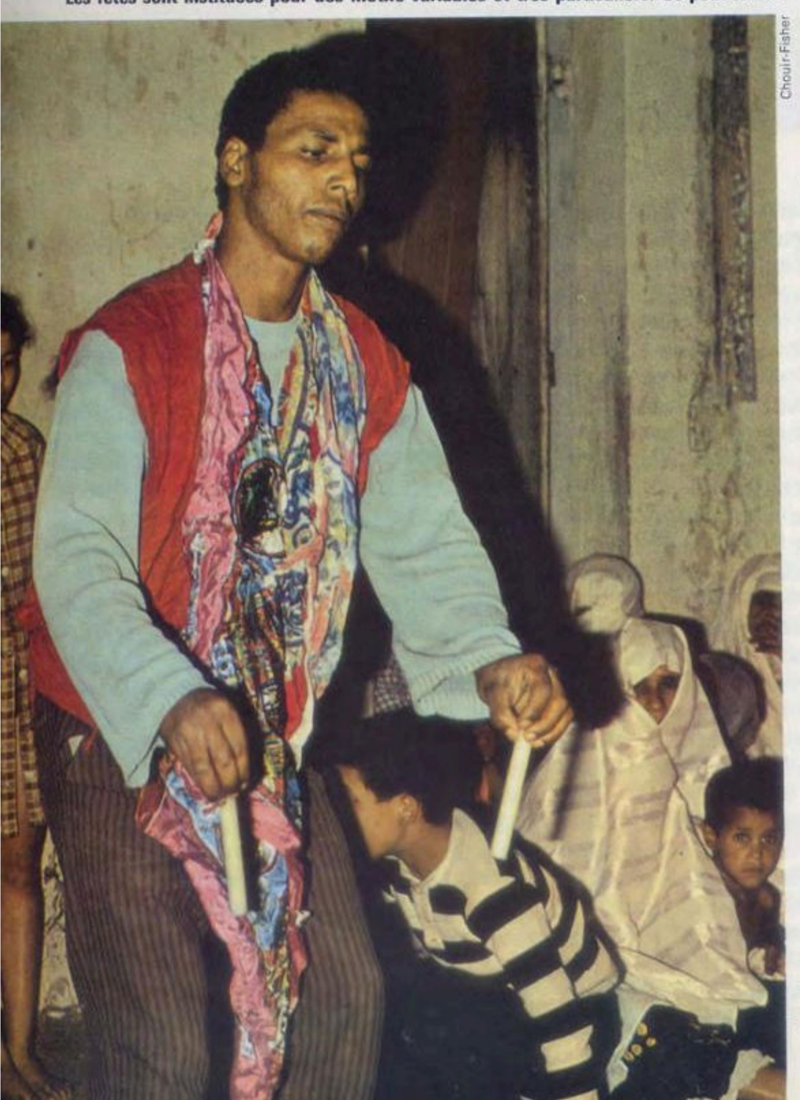
La fête à proprement parler dure une nuit. Elle constitue le moyen privilégié, pour un groupe socialement à l'écart et ethniquement hybride, de recréer sa cohésion interne et de se poser en tant que groupe authentique.

Les individus extérieurs au groupe gnawa peuvent néanmoins assister au *diwan* (nom de la fête). La majorité des participants se trouve d'ailleurs être des Blancs. Cela confirme l'attraction exercée par le *diwan* sur les Algériens.

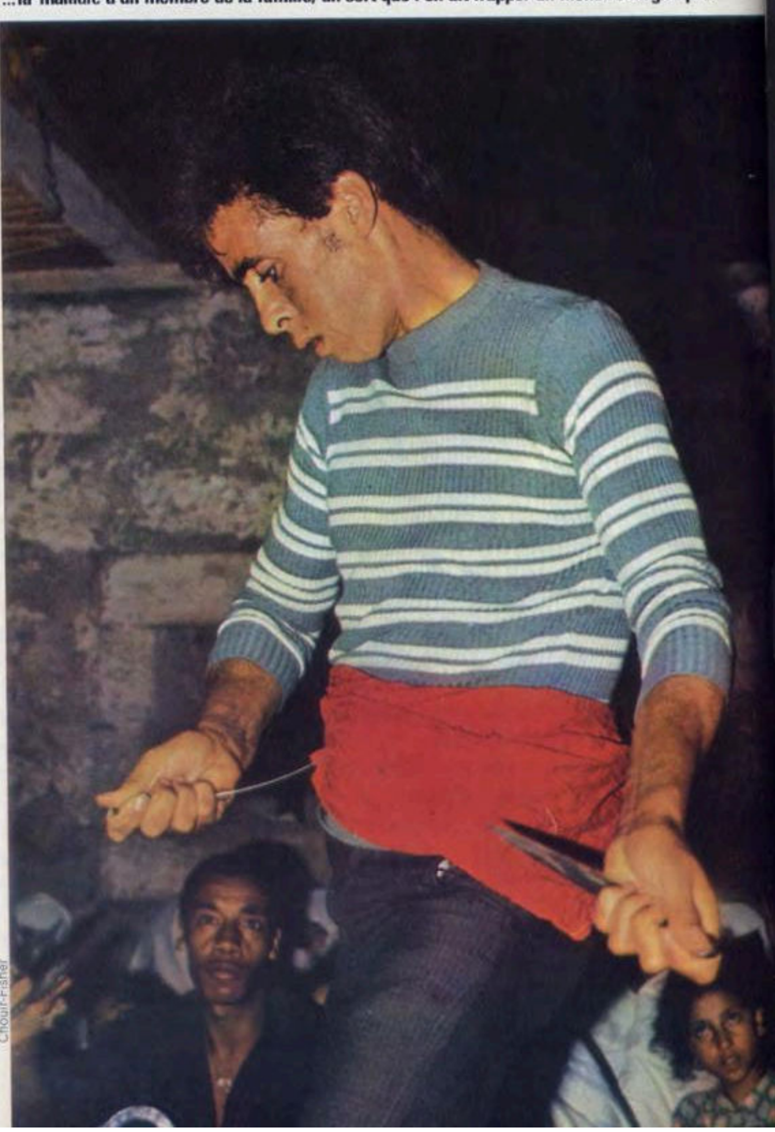
Cependant, la fête en elle-même, son déroulement, son jeu, son code, sont directement pris en charge par les Noirs.

Ajoutons que, si la fête est ouverte aux Blancs algériens, en raison de la communauté de religion avec les Gnawas,

Les fêtes sont instituées pour des motifs variables et très particuliers. Ce peut être...



...la maladie d'un membre de la famille, un sort que l'on dit frapper un membre du groupe...



ctement par les Noirs

La musique et les chants traditionnels qu'ils ont connus par leurs parents ont subi quelques altérations dues au temps et à l'érosion exercée par la culture arabe, mais ils n'en restent pas moins typiquement africains. ▶



Chouir-Fisher

elle conserve malgré cela un caractère très intime, secret et religieux; les étrangers n'y sont admis qu'à titre exceptionnel et après une longue connaissance des membres de la confrérie et du code des Gnawas.

La cérémonie attire 50 à 80 personnes, suivant le lieu où elle se déroule et le prestige de la confrérie organisatrice, en fonction aussi de la date et du prétexte.

Les principaux acteurs, dont nous avons parlé plus haut, tiennent une grande importance dans la fête. Le *mokkadem* ouvre le *diwan*, les chanteurs, les danseurs commencent par une imploration. La *harifat* prépare la *rouina* qui va présider et tenir lieu d'élément cérémoniel. La *rouina* est une sorte de petit gâteau fait de semoule, de différentes herbes aromatiques, le tout malaxé avec un peu d'eau. Cette *rouina*, préparée pendant la première partie du *diwan* par la *harifat*, est présentée à tous les participants par le *mokkadem*, elle sert, au même titre que l'encens, à éloigner les djinns.

Il semble que le *diwan*, destiné à renouer le lien des Gnawas entre eux et avec leurs traditions ancestrales, s'organise autour de la relecture dansée, chantée, psalmodiée, mimée, de la vie quotidienne soudanaise qu'aucun des Gnawas actuels n'a connue directement mais dont tous ont une connaissance précise transmise par la tradition orale.

Cette vie quotidienne, sublimée, est ▶

... la naissance d'un enfant ou encore le songe d'une femme qui doit être effacé. Mais les plus importantes cérémonies ont lieu le 15 août ou pour le début ou la fin du carême.



◀ **Intérieur d'un marabout. On en trouve dans tous les pays islamiques mais surtout en Afrique du Nord. Tombeau d'un personnage vénéré, le marabout, ou koubba, est le but de visites pieuses et d'offrandes.**

Photos Chouir-Fisher

Intérieur d'un marabout de la vallée du Chélif. ***Au centre :*** **le cénotaphe, couvert des reliques du saint homme.**

l'accession au sublime par la souffrance

interprétée sous forme de différents tableaux, tous dansés exclusivement par des Noirs. Chaque tableau tend à représenter une situation quotidienne. Cela peut être la chasse : dans ce cas, le danseur mime, avec un sabre, un combat imaginaire; cela peut être la pêche : dès lors, les danseurs tournent autour d'un grand plat d'eau en trempant des bâtons-rames dans l'eau. La mélopée qui accompagne ces tableaux ne laisse pas de doute sur la scène jouée.

Mais l'élément le plus important, c'est la place de premier ordre faite à l'autopunition et à la mutilation. Le moment spectaculaire de la cérémonie, le sommet de la courbe du récit conté au cours de la danse et du jeu consistent certainement dans le tableau des couteaux et dans celui de la flagellation avec les cravaches. Les danseurs, au nombre de trois, atteignant à un véritable état extatique, se plantent à toute volée des couteaux dans le ventre.

La recherche de la souffrance constitue l'élément moteur de la danse, la danse étant elle-même le corollaire de l'accès à l'état extatique.

L'autopunition, la flagellation, semblent permettre, à l'exclusion de tout autre moyen, l'accession à une vérité essentielle au niveau du divin.

La cérémonie entière se joue donc sur le fond d'une souffrance nécessaire, acceptée.

Elle observe un ordre immuable. Les différents tableaux du *diwan* ne peuvent être modifiés ou intervertis. Ils s'inscrivent dans un discours dialectique dont la finalité, la reconduction du rapport du Gnawa à sa tradition, conditionne le déroulement même du rite.

Une quinzaine de tableaux différents sont présentés dans la danse : la danse des mouchoirs, des bougies, danse du sabre, des couteaux, des cravaches, danse de l'ours, de la rivière, la bénédiction, danse de la mariée, etc.

La symbolique de la danse demeure très précise, chaque tableau se voit adjoindre un rythme bien précis et une couleur dominante particulière.

Débuté sur le mode bleu, le *diwan* se poursuit ensuite en rouge, puis en multicolore, puis en noir. Le pas de danse est extrêmement syncopé, il obéit au rythme des crotales, rythme lancinant qui amène très vite les danseurs à une totale insensibilisation de leur corps.

Le déroulement du *diwan* est codé, il est reproduit sans altération. La marge d'improvisation est pratiquement nulle, seul le chanteur peut broder sur certaines mélopées.

Le caractère mélancolique de la musique contraste avec le rythme soutenu des instruments.

Le *diwan* est vécu et chanté en arabe.

Un état semi-extatique

La possibilité d'entrer dans la danse est donnée à tous ceux qui le désirent, mais à certains moments, où l'intensité dramatique décroît. Les femmes s'y prêtent la plupart du temps avec frénésie et sont les plus rapides à tomber dans un état semi-extatique.

Bien que le *diwan* efface sur le moment l'abîme séparant les Noirs gnawas des Blancs algériens, bien qu'une langue et une religion communes semblent militer en faveur d'une assimilation des Noirs minoritaires à la culture algérienne, le fossé qui sépare les deux ethnies n'est masqué que très provisoirement lors de la cérémonie.

L'usage du sacrifice, la communion par le sang répandu, autant de pratiques plutôt animistes ou polythéistes qu'islamiques.

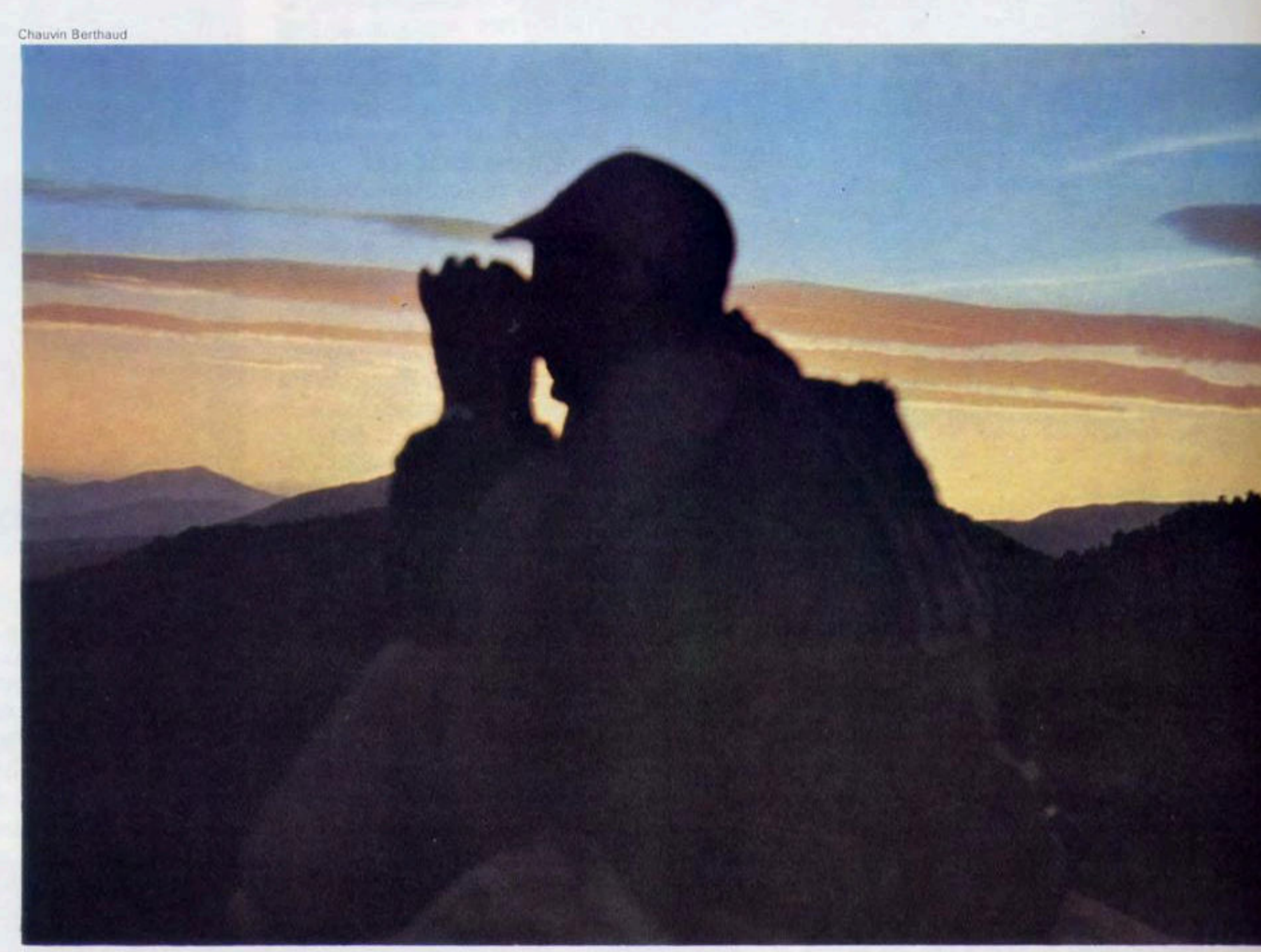
La présence de nombreux Algériens au *diwan* procède de l'attraction du jeu, du spectacle sur l'homme abruti par le quotidien, elle ne signifie pas un réel mimétisme culturel. Le côté spectaculaire, effrayant, est en partie responsable de l'attrait qu'exercent ces cérémonies religieuses.

Terminons en insistant sur le fait que le désir très vivant chez les Gnawas de maintenir intacts leurs coutumes, leurs traditions et leur folklore n'implique pas parallèlement un nationalisme quel qu'il soit ni la conscience d'un particularisme évident au niveau politique. H

Martine CHOUIR

UNE CHASSE DE NUIT POUR "KIMONO 04"

Chauvin Berthaud



Ci-dessus : **le jour va bientôt poindre. Un soldat guette. Le commando** ***chouf*** **est en opération.** *Ci-dessous :* **le capitaine Morio donne un cours de topographie à ses hommes en pleine montagne kabyle.**

Chauvin Berthaud

ONÉREUSES, démoralisantes pour les troupes engagées, les grandes opérations secteur ou zone se soldaient, en 1957, dans la Z.E.A., par un bilan dérisoire en rebelles tués ou prisonniers, en armement récupéré et en supports logistiques détruits. De ces maigres tableaux de chasse il fallait encore déduire l'effet psychologique négatif. Sous toutes les latitudes, une population donne sa sympathie aux Robin des Bois qui ridiculisent des milliers de soldats. Ces grandes parades inutiles renforçaient la légende de maquisards héritiers, en Kabylie, d'un antique florilège. Elles portaient au crédit d'une guerre subversive du XXe siècle la grande tradition du courage et de la fierté de l'individu hors la loi...

Quelques officiers subalternes analysaient avec lucidité l'absurdité de ces rythmes opérationnels. Dans leurs sous-quartiers, pour lutter contre « leur » O.P.A. et les éléments de passage de l'A.L.N., ils adaptèrent leurs moyens aux exigences de la contre-guérilla. Dans le secteur de Bouira, le capitaine Morio, commandant le 3/7e hussards en poste à Tiliouat, avait remodelé tout son esca-

de jour et de nuit, la mine bondissante fut l'auxiliaire fidèle de toute embuscade

dron dans cette optique. En 1958, peu après sa prise de commandement, le général Challe réunit les officiers dont les expériences personnelles appelaient une généralisation. Un hélicoptère vint chercher le capitaine Morio. De cette concertation devaient naître les commandos de chasse en Algérie. Compagnies et escadrons qui en avaient préfiguré la formule furent convoqués à Laperrine, pour un premier stage de formation.

Dans la directive nº 1 du 24 décembre 1958, le commandement définit les buts, les principes généraux d'emploi, la tactique, l'appui et les moyens de liaison de ces unités spécialisées.

Le but. — Créer une ambiance d'insécurité dans les zones montagneuses où se réfugiaient les rebelles... Pour réaliser cette mission les commandos de chasse seraient équipés armés en unités légères, rustiques.

Volontaires pour la « superbande »

Les cinq principes. — • Le commando de chasse doit être uniquement employé en contre-guérilla;

• Le commando a un ennemi personnel. Il « marque » chaque rebelle sur un terrain qui leur devient commun;

• Le potentiel du commando en action est équivalent à celui de l'ennemi;

• L'action du commando est permanente;

• L'action du commando se réalise dans le secret. Tout déplacement, toute mise en place se fait de nuit.

Tactique. — Pratiquée par des combattants circulant dans la complicité du terrain et de la nuit, vivant frugalement, patients dans la recherche de renseignements, tenus par les règles de leur combat spécifique, prêts à accepter que d'autres unités d'intervention viennent cueillir les lauriers auxquels ils pourraient prétendre, la contre-guérilla aura recours à divers modes d'action :

a) le commando *chouf*. Mis en place de nuit, des nids d'observation se partagent le terrain où évolue un adversaire sans méfiance. Selon les missions, les renseignements sont compilés pour une exploitation par le commando au cours d'une action ultérieure ou exploités sur l'heure par l'échelon supérieur qui déclenche un tir d'artillerie ou une action héliportée;

b) l'embuscade et le coup de main. Les itinéraires repérés, les habitudes enregistrées, les mechtas et les caches identifiées par l'observation patiente et méthodique peuvent être attaquées par surprise;

c) le combat avec une bande. Provoqué ou assumé, le contact avec des éléments de la katiba « marquée » permettra au commando, en liaison permanente avec l'artillerie et l'aviation, de démontrer qu'il est l'artisan de la forme de guerre la plus moderne.

Appuis. — Pour être efficace, l'action des commandos peut être appuyée à tout instant :

a) appui artillerie. Un D.L.O. accompagne le commando dans ses opérations;

b) appui aérien. Relayant les transmissions difficiles, complétant une observation, assurant les renforts éventuels en hommes ou en ravitaillement, fixant l'ennemi par ses feux, l'aviation sera le plus complémentaire des appuis disponibles;

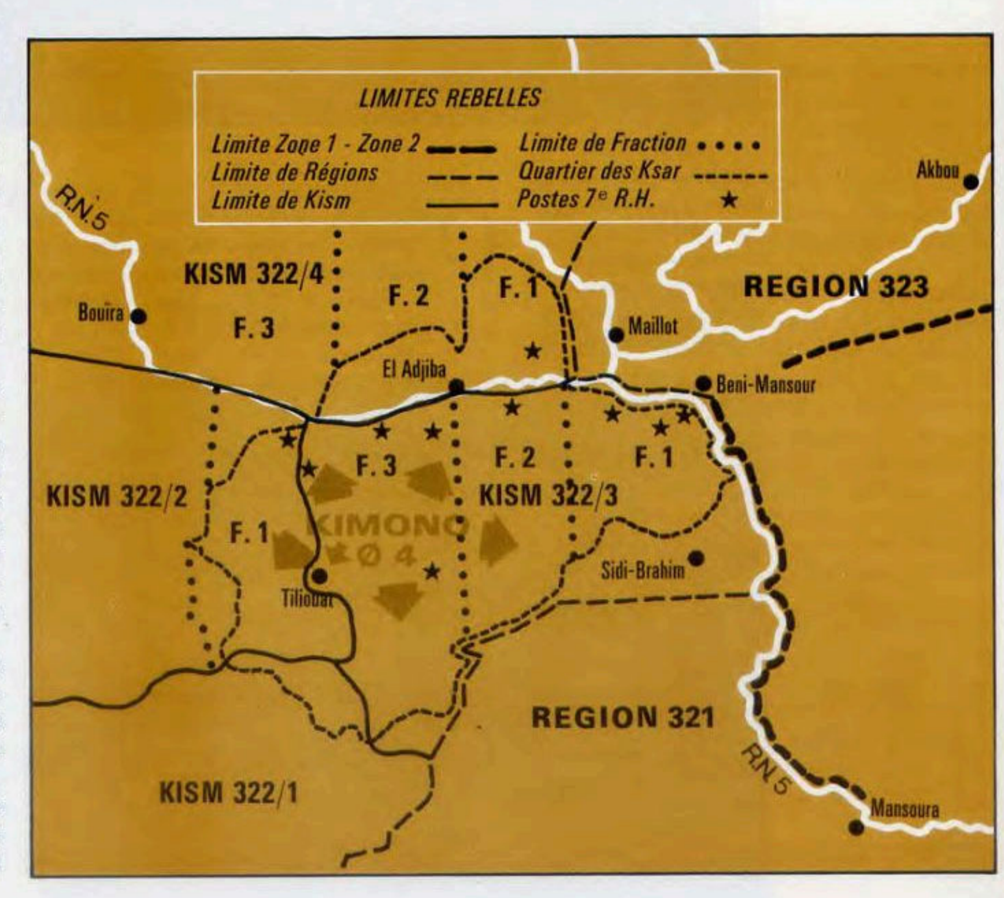
c) les renforts terrestres. Le secteur est en écoute permanente, il peut disposer, sur demande du commando, d'une réserve opérationnelle prête à intervenir dans le plus bref délai.

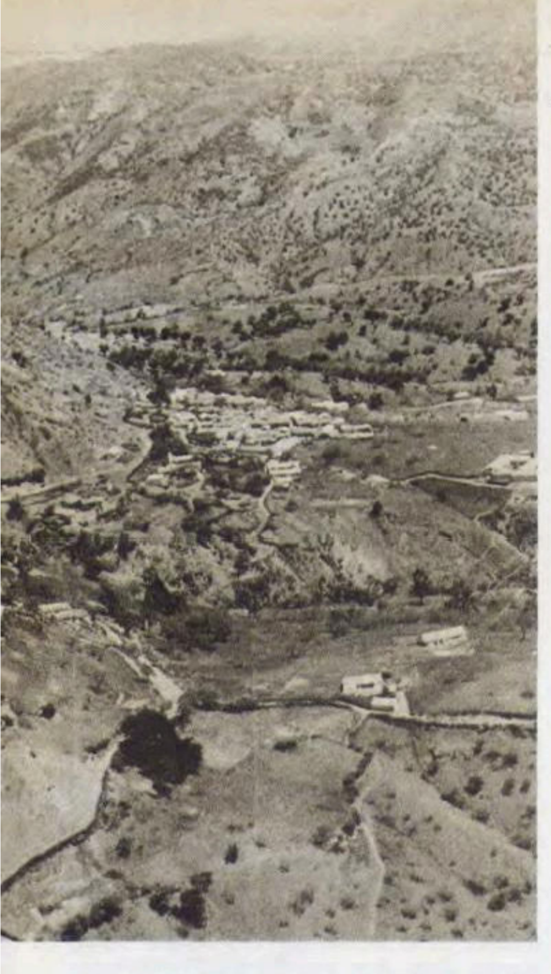
Liaisons et transmissions. — Au P.C. de zone, les sections combinées d'appui suivent en permanence l'activité des commandos. Elles assurent le fonctionnement du réseau de recueil : réseau graphie : A.N.G.R.C. 9; réseau phonie : A.N.P.R.C. 10.

Par liaison directe avec le secteur ou par le relais du réseau de veille sol-air, des « appels en l'air », du réseau propre au D.L.O. qui l'accompagne, le commando de chasse rend compte au commandement du plus petit indice d'activité rebelle.


E.C.P.A.

A l'issue du stage de Laperrine, l'escadron Morio devint « Kimono 04 », ses quatre pelotons, Kimono 41, 42, 43, 44. Les meilleurs harkis du 7e hussards et des S.A.S. se portèrent volontaires pour entrer dans cette « superbande ». L'adhésion sans réserve de combattants locaux donnera une dynamique spectaculaire à une





◀ Le commando s'apprête à partir pour la chasse aux *djounoud* dans le djebel. Cette « chasse à courre » devra autant que possible, selon les propres paroles du général Challe, « coller aux katibas, qu'elles se déplacent dans les zones refuges ou que, se fractionnant, elles cherchent asile dans la population ».

Le commando fait une courte halte. Comme les *djounoud*, les hommes ont appris à faire de longues courses de nuit dans le djebel, à se fondre au creux des oueds, à se dissimuler dans les forêts. Pour créer le climat d'insécurité requis, la rapidité et le secret doivent primer la puissance. ▶



Yves-Guy Bergès

forme de combat déjà efficace en elle-même. Le rebelle sera traqué par des yeux, des souffles, des courages ayant mêmes références sur les crêtes, les fonds d'oued, les forêts... et la population.

Renforcé par ces éléments, avec un armement et un équipement adaptés à sa mission, dorénavant bien établie, le commando se mit en action immédiate.

Son ennemi : les katibas 322 et 323, particulièrement fluides, leurs implantations, leurs zones de ravitaillement, leurs axes de liaison, l'O.P.A.

Son terrain : les régions F.L.N. 2 et 3, zone 2, wilaya 3. Quarante kilomètres sur soixante. Des crêtes du Djurdjura (2 308 m) aux premiers contreforts des Bibans (1 044 m). Traversé d'est en ouest par la R.N. 5. Pour traiter ce trop vaste domaine il faudra bientôt associer à cette mission Partisan 13, du 22e B.C.A., le commando Gaston.

Le "Kador" dénombre les lauriers-roses

Ses moyens particuliers : Kimono 04 doit au capitaine Morio l'utilisation systématique de trois méthodes de travail qui sont à l'origine des succès de son unité : l'abandon de la carte d'E.-M. pour la photo aérienne, la mise en place sans cesse renouvelée de mines bondissantes et la grande — et pourtant toute simple — astuce du train blindé.

La photo aérienne. — Dans la chambre de la maison forestière de Tiliouat, au milieu d'un amoncellement de documents et de matériels de toute sorte, le « Kador » est penché sur ses doubles lentilles. De deux missions aériennes parallèles il fait sortir le relief. Il est déjà sur le terrain, retrouve ou dénombre les lauriers-roses, les pins, les itinéraires, les passages obligés. Mobile d'un coin de table à l'autre, il compare ses observations avec celles de la mission précédente, fait partager ses découvertes et ses conclusions à son entourage avec une animation enjouée. Aucun de ses chefs de peloton ne pourra oublier le spectacle de ce chasseur en action préparatoire. Il acceptera très vite d'avoir les hanches battues par son porte-photos en contre-plaqué, il y détient de précieux documents préalablement étudiés.

En sortie « chouf », il confirmera ou infirmera les prévisions, prendra note, au recto, du moindre indice observé, de la moindre trace, il participera à l'élaboration d'une extraordinaire fiche technique pour les exploitations futures.

Les mines bondissantes. — Sur « 927 », dominant le poste de cantonnement, le capitaine Morio avait conçu un champ de mines en protection des abords. La vocation de ce piton restera surtout, dans les annales de K. 04, le « bahutage » du gradé nouvel arrivé.

Par ses bonds à 90 cm du sol, ses projections d'éclats meurtriers dans un rayon d'au moins 50 mètres, la 51-55 fut l'auxiliaire fidèle de toute embuscade, de jour et de nuit. Placée en « sonnette », elle permettait d'élargir considérablement le contrôle des déplacements de rebelles et, bien sûr, quelquefois, de chacals et d'hyènes. Le principe de surveillance et de relève en exigeait une manipulation permanente qui mettait quotidiennement à l'épreuve le sang-froid de ses utilisateurs. Son emploi créditera le commando d'une grande partie de son bilan opérationnel.

Le train blindé. — La discrétion absolue de la pénétration régulière dans les zones refuges posait des problèmes tactiques. Créer un climat d'insécurité dans 2 400 m² de relief kabyle, y contrôler l'évolution de l'activité adverse, en s'y déplaçant uniquement à pied, est une gageure pour une unité qui dilue dans le terrain les trois quarts de son effectif, 75 hommes au maximum. Il fallait donc faire du cantonnement un distributeur rapide en toute direction. La surveillance d'un poste militaire par des maquisards, en observation directe ou par collecte de renseignements complices, est une vieille règle à laquelle Tiliouat ne pouvait échapper. Un départ, même en véhicules feux éteints, donnait une indication précieuse. De l'agitation particulière d'un poste avant une sortie à l'écho sonore des convois de G.M.C., la zone qui se sentait visée avait le temps de se vider en quelques heures et pour quelques jours de toute manifestation de vie habituelle.

Si Kaci tombe dans le piège

La solution géniale était le train blindé.

Sur la voie ferrée d'Alger à Constantine, qui longe fidèlement la R.N. 5, un train équipé de projecteurs et d'armes automatiques protégeait la ligne d'éventuels sabotages. Ses navettes et ses arrêts étaient imprévisibles, laissés à l'initiative ▶



Chauvin-Berthaud

◄ **Le nid d'aigle du guetteur : « Voir se lever le jour dans un paysage qui devient ami par la connivence croissante de cheminements fauves et le partage, avec ses fils, des heures de guet et d'attaque. » Les meilleurs harkis du 7e hussards et des S.A.S. se sont engagés dans « K.04 ».**

le train blindé s'arrêtait quelques courts instants pour prendre sa cargaison bariolée

du chef de détachement qui en avait le commandement... « Machine saoule » au fond de la vallée, elle n'était plus comptée dans les observations des *asses* nocturnes. Observant les meilleures règles de précaution — que l'on savait insuffisantes —, Kimono 04 quittait sa base, marquait périodiquement quelques arrêts inévitables pour la bonne articulation d'une rame aveugle, empruntait la Nationale vers l'est, débarquait ses hommes dans un ravin contre un talus tandis que ses camions reprenaient leur route plus avant.

Prévenu, par code et avec précision, de la position, le train blindé prenait, quelque temps après, sa cargaison bariolée, mise bientôt à pied d'œuvre, plein ouest, en place au petit jour chez des rebelles non alertés.

Voir se lever le jour dans un paysage qui devient ami par la connivence croissante de cheminements fauves et le partage, avec ses propres fils, des heures de guet et d'attaque, était pour chaque commando l'intégration aux qualités de son adversaire dans une guerre civile. Quand ce paysage est celui de la Grande Kabylie, de cèdres et de rocs, de pins et de schiste, d'oliviers et de terre vive, cette initiation fera naître dans les cœurs une passion algérienne.

Au village de Talamine, avant son regroupement, régnait Si Kaci, commissaire politique du kism 322. Homme respecté et habile, il tenait en échec tous les moyens mis en œuvre contre lui. Sa présence dans la cuvette du marabout de sidi Haïch était périodiquement signalée, ses contacts avec la population pendant les travaux des champs persistaient sans qu'il fût possible de le neutraliser.

Aux patrouilles de la harka à cheval qu'il voyait venir il opposait, en gibier secondaire, immobilisme ou mouvement de fuite rapide. Il déjouait embuscades et mines de K. 04. Il appartint au lieutenant Courtois, « héritier » du capitaine Morio, de concevoir et réaliser l'opération qui devait lui être fatale, en jouant sur le caractère opposé de ses réflexes de défense selon la nature du danger pressenti. De nuit, K. 04, fractionné en une bonne quinzaine de « bouchons », ferme tous les passages naturels de la cuvette, à distance moyenne. En fin de matinée, en allure coutumière, débouchent les chevaux de la harka. Ils ont pour mission de couvrir tout le terrain de voltiges insistantes. Sans être vu, Si Kaci gicle hors des pinèdes ratissées, reprend son souffle et emprunte, tranquillisé, un collet occupé.

« Vautour bis » : opération secteur

Une somme de renseignements recueillis et vérifiés au cours de sorties « chouf », dévoilait les habitudes rebelles sur le versant sud du Djurdjura. Des crêtes à la R.N. 5, la région était trop vaste pour être traitée en une seule opération. Si la zone 1 était l'objectif, les H.L.L. remontaient vers le nord, en passant toujours par 880 ; si la zone 2 était traitée, ils restaient au sud. Le réseau routier des voies d'accès classiques pour l'acheminement des troupes commandait ce découpage.

Le 22 janvier 1960, pour « Vautour bis », opération secteur, la mise en place s'effectue de manière à faire croire que l'on s'apprête à boucler la zone 1. Dans la nuit qui précède, K. 04 a occupé 880. Il y accueillera, au matin, deux sections de l'A.L.N...

Il est évident que les rebelles s'adaptèrent à ces tactiques et qu'il fallut noter jour après jour l'évolution de leurs répliques. Il est non moins clair que les effectifs de la rébellion étaient en pleine régression. Dans les régions 322 et 323 il restait 43 *djounoud* dispersés, avec un F.M., 3 P.M., 32 F.G.

Le contrat de Kimono 04 était donc pratiquement honoré deux ans après sa création et sa réussite fut réelle. H

M. CHAUVIN-BUTHAUD

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*

Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Mai 1960)

FRANCE

1-7 : réunion à Paris des experts des États de l'Afrique équatoriale.
1-3 : voyage du général de Gaulle à la Martinique et à la Guadeloupe.
1-4 : mouvements de grève dans les transports (S.N.C.F. et R.A.T.P.) ; ces mouvements se poursuivront pendant tout le mois et s'étendront également à l'industrie chimique, à la métallurgie et aux médecins.
8 : entretiens Nehru-de Gaulle à Paris.
11 : l'Assemblée nationale vote la réforme du titre XII de la Constitution, qui sera approuvée le 18 par le Sénat.
15 : entretiens de Gaulle-Khrouchtchev à Paris.
16-18 : conférence au sommet à Paris.
30 : ouverture de la deuxième session du Sénat de la Communauté.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1-15 : séjour en Chine et en Corée du Nord d'une délégation du G.P.R.A.
7-8 : incidents à la frontière algéro-marocaine.
14 : arrivée à Rabat de Ferhat Abbas.
16 : attentat terroriste à Alger.
26 : incident aérien israélo-arabe.
27-29 : élections cantonales en Algérie.
27 : coup d'État militaire en Turquie.
29 : élections municipales au Maroc.

AFRIQUE

5 : A Ahidjo est élu président de la République du Cameroun.
7 : le Gabon prend position contre le projet d'Union équatoriale.
1-15 : troubles à Stanleyville et à Léopoldville.
31 : le résultat des élections législatives au Congo belge fait apparaître une victoire du mouvement nationaliste extrémiste de Patrice Lumumba.

AMÉRIQUE

7-23 : déclarations du département d'État américain, de Herter et du président Eisenhower sur l'affaire de l'U-2 et échange de notes avec l'U.R.S.S.
7 : essais nucléaires souterrains aux États-Unis.
21-31 : violents tremblements de terre au Chili.
23 : arrestation d'Eichmann en Argentine par trois envoyés des services secrets israéliens.
24 : lancement aux États-Unis du satellite militaire Midas.

ASIE

19 : ratification du pacte de sécurité nippo-américain.

EUROPE

5 : Khrouchtchev annonce, à la 5e session plénière du Soviet suprême, l'incident de l'U-2.
15 : lancement en U.R.S.S. de Spoutnik IV.
20 : discours de Khrouchtchev à Berlin-Est.
27 : 206e séance de la conférence tripartite de Genève sur l'arrêt des explosions nucléaires.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



DES MAQUIS DU DJEBEL A L'ELYSEE

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1973. – N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **N° 309 - 30 Avril 1973.**



L'ÉCHO D'ALGER

Jeudi 30 Juin 1960

Trois éditions quotidiennes — Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — 0,25 NF ; En métropole : 0,35 NF — 20, rue de la Liberté — Téléphone : 63-73-80 à 85

Annoncée par des communiqués publiés à Paris et à Tunis

Fin des entretiens préliminaires avec le F.L.N.

La mission Boumendjel repart demain pour rendre compte au "G.P.R.A." des réponses qu'elle a obtenues à ses questions

PARIS : "Ce n'est pas la rupture"
TUNIS : "La mission Ferhat Abbas n'est pas pour demain"
M. DELOUVRIER : *"Les choses ne peuvent pas ne pas être longues : conservez la maîtrise de vos nerfs"*
NOS INFORMATIONS EN PAGES 3 ET 14

M. CHAPEL A OUED HARBILL
LA NATION FRANÇAISE
de Dunkerque à Tamanrasset
*doit aider de Gaulle à gagner le **combat de la paix***



M. Delouvrier devant l'assemblée de la région économique

Le développement de l'Algérie a été réalisé pour l'essentiel depuis 130 ans *avec l'épargne des Européens*

sans que l'épargne métropolitaine y ait contribué énormément



Le plan de Constantine continue

RENTRÉ de Paris dans la nuit de mardi à mercredi, M. Paul Delouvrier, quelques heures après avoir regagné Alger, a lancé hier un nouvel appel à la raison et au sang-froid des populations algériennes.

SUITE EN PAGE 14

BACCALAUREAT
résultats en page 9

Aucun survivant parmi les 45 mineurs ensevelis à Six Bells

35 cadavres dégagés

ABERTILLERY (Pays de Galles) (A.F.P.) — Trente-cinq cadavres ont été remontés jusqu'à présent de la mine de Six Bells, près d'Abertillery (Pays de Galles), au fond de laquelle quarante-cinq mineurs ont été tués, mardi matin, à la suite d'une explosion dont on ignore encore l'origine.

SUITE EN PAGE 3

Conflit dans la boulangerie :
75 % des ouvriers en grève hier
Information page 14

LE TOUR DE FRANCE

GRACZYCK enlève l'étape Dieppe-Caen
ANGLADE maillot jaune



(INFORMATION ÉCHO-SPORTS)

Serge Groussard : *"JE COMBATTRAI POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE"*

"Tous les crimes dont j'ai été témoin **portaient une signature** : *celle du **F.L.N.**"*

PARIS (A.C.P.) — M. Serge Groussard a fait aujourd'hui la déclaration suivante :

SUITE EN PAGE 3

CE DIAMANT DE 50 CARATS SERA VENDU AUX ENCHERES



L'entrepreneur de T.P. Henri PHESANS qui avait détourné une dizaine de millions est écroué
Information page 14

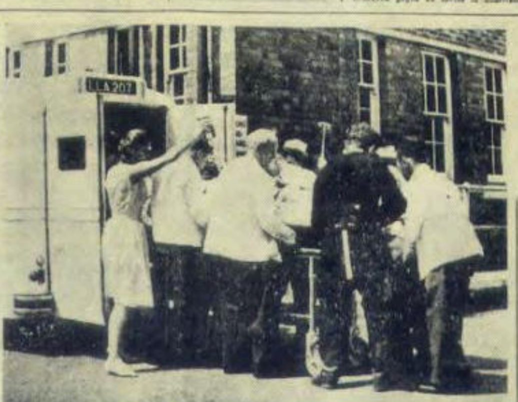
Le désarmement : Londres et Washington invitent Khrouchtchev à reconsidérer sa décision

MACMILLAN A "K" : "Votre attitude est incompréhensible"

LONDRES (A.F.P.) — M. Macmillan a adressé aujourd'hui un appel à M. Khrouchtchev, lui demandant de « reconsidérer sa décision afin que les négociations sur le désarmement puissent recommencer aussitôt que possible ».

SUITE EN PAGE 3

Elle portait le flacon de plasma pour son mari blessé aux 24 h. du Mans



Recteur de l'Université d'Alger

M. Capdecomme nommé directeur de l'Enseignement supérieur
INFORMATION PAGE 14

CE BAMBIN A ETE BRULE VIF par ses camarades



Mai 1960. La presse reflète les inquiétudes de l'Algérie que Paul Delouvrier s'efforce d'apaiser. La tension avec la Tunisie est aggravée alors que les attentats terroristes accusent une nette recrudescence dans les villes. Le démantèlement des réseaux de soutien au F.L.N. en métropole se poursuit pendant que se constituent des unités contre-terroristes à Paris.